

NUMERO DE DELIBERATION	OBJET	VOTE	PAGES
<u>01/12.07.2023</u>	Projet de création d'une ZAC – Objectifs d'aménagement et modalités de concertation	ADOPTÉE	1 à 4
<u>02/12.07.2023</u>	Fonds de Concours – Dossiers éligibles 2023	ADOPTÉE	5 à 7
<u>03/12.07.2023</u>	Adoption du Référentiel comptable M57 au 1 <sup>er</sup> Janvier 2024	ADOPTÉE	8 à 10
<u>04/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Assainissement Industriel (205.14) – Convention d'intervention n°20002 – Epuration industrielle St Pol sur Ternoise	ADOPTÉE	11 à 12
<u>05/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Assainissement Collectif Gestion Déléguée (205.08) – Absence de crédits suffisants sur l'opération 808 – Article 2128	ADOPTÉE	13 à 14
<u>06/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Collecte Tri Traitement (205.13) – Frais d'insertion	ADOPTÉE	15 à 16
<u>07/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°1 Budget Principal (205.00) – Opération 923 Salle de sports à Frévent – Echange de terrain avec la ville de Frévent	ADOPTÉE	17 à 18
<u>08/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°4 Budget Principal (205.00) – Ecole de Musique Intercommunale de Frévent	ADOPTÉE	19 à 20
<u>09/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°5 Budget Principal (205.00) – Médiathèque de Frévent	ADOPTÉE	21 à 22
<u>10/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°2 Budget Principal (205.00) – Apurement du compte 1069	ADOPTÉE	23 à 24
<u>11/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°3 Budget Principal (205.00) – Taxe GEMAPI	ADOPTÉE	25 à 26
<u>12/12.07.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°6 Budget Principal (205.00) – Maison des Services	ADOPTÉE	27 à 28
<u>13/12.07.2023</u>	Mise en place de tarifs pour les chambres de garde et les logements dans les Maisons de Santé de Gauchin Verloingt, d'Auxi le Château et d'Anvin	ADOPTÉE	29 à 30
<u>14/12.07.2023</u>	Tarification de la mise à disposition de la Salle du Faulx d'Heuchin et du COSEC de Pernes	ADOPTÉE	31 à 32
<u>15/12.07.2023</u>	Prise en charge ou remboursement des frais relatifs à des déplacements extérieurs	ADOPTÉE	33 à 34
<u>16/12.07.2023</u>	Instauration de l'indemnité forfaitaire pouvant être allouée en cas de fonctions essentiellement itinérantes	ADOPTÉE	35 à 38
<u>17/12.07.2023</u>	Modification du tableau des effectifs	ADOPTÉE	39 à 41
<u>18/12.07.2023</u>	Avancements de grades – Détermination des ratios Promus/Promouvables	ADOPTÉE	42 à 43
<u>19/12.07.2023</u>	Modification du tableau des effectifs dans le cadre des avancements de grades 2023	ADOPTÉE	44 à 46
<u>20/12.07.2023</u>	Modification du volume horaire d'emplois à temps non complet de professeurs de musique – Ecole de Musique Intercommunale du Ternois	ADOPTÉE	47 à 49
<u>21/12.07.2023</u>	Création d'emplois à temps non complet de professeurs de musique – Ecole de Musique Intercommunale du Ternois	ADOPTÉE	50 à 52
<u>22/12.07.2023</u>	Droit de préemption urbain sur la commune de Nuncq-Hautecôte	ADOPTÉE	53 à 54
<u>23/12.07.2023</u>	Droit de préemption urbain sur la commune de Villers l'Hôpital	ADOPTÉE	55 à 56
<u>24/12.07.2023</u>	Droit de préemption urbain sur la commune de Sibiville	ADOPTÉE	57 à 58
<u>25/12.07.2023</u>	Lancement par le SYMSAGEL d'un nouveau plan de restauration et d'entretien de la Lys, de la Laquette et de la Melde	ADOPTÉE	59 à 67
<u>26/12.07.2023</u>	Installation d'un nouveau système de vidéoprotection via La Fibre Numérique 59/62	ADOPTÉE	68 à 84

**LISTE DES DELIBERATIONS**

<b>NUMERO DE DELIBERATION</b>	<b>OBJET</b>	<b>VOTE</b>	<b>PAGES</b>
<u>27/12.07.2023</u>	Cession des objets de la Boutique et des Monnaies de Paris du Donjon de Bours à la SPL Arras Pays d'Artois	ADOPTÉE	85 à 86
<u>28/12.07.2023</u>	Création du Comité des Partenaires de TernoisCom dans le cadre de la mobilité – Désignation de sa composition et de ses modalités de fonctionnement	ADOPTÉE	87 à 95
<u>29/12.07.2023</u>	Adhésion de la Communauté de Communes du Ternois au Centre de Développement des Eco-Entreprises (CD2E)	ADOPTÉE	96 à 98
<u>30/12.07.2023</u>	Mobilité – Modification des statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts de France Mobilités	ADOPTÉE	99 à 112

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°01/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Étalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 109 CONTRE : 0 ABSTENTION : 1	<b>Projet de création d'une ZAC Objectifs d'aménagement et modalités de concertation</b>

La séance ouverte,

**1. Contexte**

Monsieur le Président informe les membres de l'assemblée avoir été à plusieurs reprises sollicité par des entreprises désireuses de s'implanter sur le territoire de la Communauté de Communes du TERNOIS et plus spécifiquement sur la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, bourg-centre de l'EPCI.

Il est rappelé également que par délibération en date du **06 mars 2013**, le Conseil Communautaire avait décidé de reconnaître d'intérêt communautaire un périmètre situé route d'Ostreville à Saint-Pol-sur-Ternoise, aujourd'hui cadastré ZC77 (17 424 m<sup>2</sup>), ZC91 (1 881m<sup>2</sup>), ZC134(3 481m<sup>2</sup>), ZC135(17 346m<sup>2</sup>), ZC137 (17 442m<sup>2</sup>), ZC113 (21 746m<sup>2</sup>), ZC120 (8 528m<sup>2</sup>), ZC41 (5 074m<sup>2</sup>), ZC118 (1 392m<sup>2</sup>), ZC151 (15 539m<sup>2</sup>), ZC140 (5 860m<sup>2</sup>), ZC143 (3 447m<sup>2</sup>) et ZC146 (1 151m<sup>2</sup>) d'une superficie totale de 12 hectares 03 ares 11 centiares ceci afin d'y développer une future zone d'activités artisanale et industrielle en complément de la zone industrielle existante en mitoyenneté.



Dans le PLU de la Commune adopté par le Conseil Communautaire le 24 mars 2022, ce secteur a été identifié comme une zone à urbaniser destinée aux activités économiques à vocation industrielle. Celui-ci a été classé en zone 1AUEi, zone immédiatement ouverte à l'urbanisation.

En ce qui concerne le SCOT approuvé le 07 avril 2016 ce secteur a été identifié comme une zone d'activité à vocation industrielle réservée au développement de nouvelles activités.

Ce projet d'aménagement est donc conforme avec ces deux documents d'urbanisme.

Par ailleurs, pour permettre ce développement économique du territoire, il s'avérerait nécessaire de procéder à l'acquisition de l'ensemble des parcelles concernées et il est rappelé également la délibération du Conseil Communautaire en date du **13 décembre 2022** qui avait décidé :

1-D'approuver l'intérêt de développer de nouveaux espaces en vue de la création de la Zone d'Activités, route d'Ostreville au nord de ST POL.

2-D'approuver à ce titre l'engagement des deux procédures suivantes :

- La première procédure concerne la reconnaissance de l'utilité publique du projet de réalisation d'une nouvelle zone d'activités économiques sur le territoire de la commune de ST POL sur les parcelles ZC77, ZC91, ZC134, ZC135, ZC137, ZC113, ZC120, ZC41, ZC118, ZC151, ZC140, ZC143 et ZC146.
- La seconde procédure qui découle de la première concerne l'enquête parcellaire permettant d'engager le processus de prise de possession des terres par la voie de l'expropriation.  
Les parcelles concernées sont les suivantes : ZC77, ZC91, ZC134, ZC135, ZC137, ZC113, ZC120, ZC41, ZC118.

3-D'autoriser le Président à signer les pièces relatives à ce dossier et de prendre toutes dispositions pour conduire cette opération.

Aujourd'hui, dans le prolongement de cette démarche initiée et après rencontre avec les services de l'Etat, pour aller plus loin, il s'avère nécessaire d'initier un aménagement opérationnel de ce périmètre, sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

En effet, le recours à la procédure de ZAC dont le régime est codifié aux articles L.311-1 et suivants et R.311-1 et suivants du code de l'urbanisme, permet à la Communauté de Communes du TERNOIS, initiatrice de la procédure, de maîtriser dans le temps le déroulement du projet et la qualité des aménagements.

## **2. Définition des objectifs de l'opération**

**Outre les objectifs déjà décrits par l'orientation d'aménagement et de programmation approuvée, plus largement les objectifs poursuivis pour l'aménagement de ce secteur consistent à :**

- Développer l'activité à vocation industrielle et le cas échéant, d'utilité publique ;
- Répondre à la problématique hydraulique du secteur en prenant en compte le risque de ruissellement pluvial, respectant la loi sur l'eau ;
- Réaliser une étude environnementale et une étude d'impact qui permettront, en outre, de définir les compensations agricoles.

## **3. Modalités de concertation**

**Sur la base de ces objectifs, la Communauté de Communes du TERNOIS souhaitant initier cette opération d'aménagement sous la forme d'une ZAC, doit au préalable la soumettre, en application des dispositions des articles L.103-2 à L.103-6 du code de l'urbanisme, à la concertation publique.**

Il s'agit dès lors d'ouvrir une phase de concertation préalable afin de présenter les enjeux et les objectifs du projet et de concerter sur les orientations et objectifs de l'opération d'aménagement telle qu'envisagée.

Les modalités de la concertation préalable proposée sont les suivantes :

**a/** un dossier de concertation sera mis à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes du TERNOIS, aux heures habituelles d'ouverture au public et qui comportera au moins :

- la présente délibération,
- un plan de situation,
- un plan du périmètre concerné
- et un cahier destiné à recueillir les observations du public.

Ce dossier sera complété le cas échéant pendant la procédure, de tous documents utiles à la compréhension et à l'élaboration du projet.

Ce même dossier, à l'exception du cahier d'observations du public, pourra être également consulté sur le site internet de TERNOISCOM <https://www.ternoiscom.fr/>

**b/** Une adresse courriel spécifique sera créée pour recevoir des observations par voie dématérialisée ([concertation.zac@ternoiscom.fr](mailto:concertation.zac@ternoiscom.fr)).

Les observations dématérialisées seront intégrées dans un registre qui sera joint au cahier ci-avant rappelé.

**c/** Une communication sera faite dans le bulletin communautaire ;

**d/** la concertation se déroulera pendant toute la durée d'élaboration du projet.

A l'issue, la concertation sera présentée au conseil communautaire, afin que le bilan de la concertation puisse être tiré.



Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, L.311-1 et R.311-1,

Vu le Plan local d'urbanisme ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

**De Prendre l'initiative de la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC)** sur le secteur dont les espaces d'intervention sont délimités selon le plan figurant dans le contexte énoncé ci-avant et selon les objectifs d'aménagement et les modalités de concertation définis ci-dessus

**D'autoriser M. le Président à lancer les études** en vue de la création de la ZAC et à **s'attacher les services de tout professionnel** (bureaux d'études, architecte, avocat...) susceptible d'assister l'EPCI dans cette démarche.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°02/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Fonds de Concours Dossiers éligibles 2023</b>

La séance ouverte,

Vu la Délibération du 08 décembre 2021 actant la mise en place d'un fonds de concours pour la période 2022-2026,

Vu le règlement d'attribution et de gestion de fonds de concours révisé et adopté le 13/12/2022,

Vu l'enveloppe annuelle fixée à 350 000€ et destinée à soutenir les projets d'investissement des communes membres,

Vu le nombre de dossiers reçus par les communes membres,

Vu les propositions établies dans le tableau en annexe, lors de la réunion de la commission en date du 05/06/2023 et conformément au règlement,

M. Le Président propose aux Délégués Communautaires d'accorder les fonds de concours validés lors de la Commission et repris dans le tableau en annexe, après étude des dossiers.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accorder les fonds de concours proposés par la Commission et repris dans le tableau en annexe, après étude des dossiers.

D'autoriser le Président à signer les documents afférents à cette décision et engager les fonds de concours ainsi attribués, conformément au règlement des fonds de concours adopté.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/04/2023  
19/04/2023





Fonds de Concours Enveloppe 2023  
Récapitulatif des dossiers validés par la Commission du 05 Juin 2023

Commune	Intitulé du Projet	Date Dépôt Dossier	Montant du projet	% des financements sollicités	% de participation communale	% au titre du Fonds de Concours	Montant sollicité	Montant maximum possible 2023	Montant proposé par la Commission pour délibération en Conseil Communautaire Pour reppeil 8 142,91 € versés sur 2022/13 013,55 possible 4 870,64 €
MONCHY-CAVEUX	Travaux d'Aménagement rue du Marais	25/03/2022	44 874,30 €	60,00%	40,00%			4 870,64 €	4 870,64 €
CONCHRY-sur-CANCHE	Restauration du Monument aux Morts	28/03/2022	10 134,00 €	64,80%	35,20%	35,20%	3 567,00 €	3 546,90 €	3 546,90 €
HESTRUS	Renouvellement du Parc d'Eclairage Public	30/03/2022	17 531,32 €	80,00%	20,00%	40,00%	7 012,54 €	5 084,08 €	5 084,08 €
INUNCO-HAUTCOTE	Travaux de Mise en Sécurité Routes Départementales	30/03/2022	114 695,40 €	67,06%	32,94%	17,44%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
BOFFLES	Travaux de Restauration de l'Eglise Saint-Martin	04/04/2022	61 286,96 €	65,31%	34,69%	32,63%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
PERMES	Travaux de Rénovation de la Toiture de la Salle des Associations	11/04/2022	39 314,70 €	80,79%	19,21%	38,15%	15 000,00 €	11 150,44 €	11 150,44 €
VILLERS L'HOPITAL	Travaux de Sécurisation des piétons le long de la RD 114 et Création d'un cheminement piétonnier	13/04/2022	86 070,00 €	79,00%	21,00%	19,00%	16 353,30 €	16 353,30 €	16 353,30 €
QUOUEUX-HAUT-MAISNIL	Changement de la Toiture du Logement Communal	19/04/2022	43 339,88 €	46,00%	54,00%	46,00%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
BOURS	Mise en Sécurité des Piétons et Création d'un parking aux abords de la Mairie et du Donjon	02/05/2022	59 200,00 €	63,78%	36,22%	33,78%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
GENNES IVERGINY	Réfection de la Salle Communale	06/05/2022	59 412,56 €	47,78%	52,22%	33,66%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
BRIAS	Mise en conformité de la Défense contre l'incendie	12/05/2022	218 400,00 €	56,29%	43,71%	9,16%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
TILLY-CAPELLE	Travaux de Rénovation de l'Eclairage Public	13/05/2022	25 335,00 €	80,00%	20,00%	20,00%	5 067,00 €	4 813,65 €	4 813,65 €
FIETS	Travaux de Mise en conformité de la Défense contre l'incendie avec réalisation de 8 citernes	31/05/2022	322 100,00 €	75,56%	24,44%	6,21%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
TROIVAUX-BELVAL	Travaux de Mise en Sécurité et Aménagement de voies communales et Travaux de Protection contre les Inondations	01/06/2022	125 160,45 €	52,96%	47,04%	15,98%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
HERNICOURT	Travaux de Réhabilitation Energétique de l'Ecole	29/06/2022	216 460,25 €	77,06%	22,94%	9,24%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
HERNICOURT	Travaux de Rénovation de la Tribune de l'Eglise	29/06/2022	10 601,15 €	60,00%	40,00%	35,00%	3 710,40 €	3 710,40 €	3 710,40 €
BOURET SUR CANCHE	Aménagement de la voirie communale, rue de l'Eglise et Rue Nationale	30/06/2022	115 625,34 €	65,41%	34,59%	17,30%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
WAVRANS sur TERNOISE	Travaux de Réparation de Voiries	11/07/2022	31 061,75 €	80,00%	20,00%	20,00%	6 212,35 €	5 901,73 €	5 901,73 €
HERLINCOURT	Création d'un Espace de Jeux Extérieurs pour enfants	21/07/2022	21 506,31 €	62,00%	38,00%	37,00%	7 957,33 €	7 957,33 €	7 957,33 €
MAREST	Travaux Toiture Salle des Fêtes et sanitaires	22/08/2022	27 016,53 €	59,99%	40,01%	39,99%	10 803,91 €	10 803,91 €	10 803,91 €
HUMIERES	Aménagement de l'ancien Presbytère en Mairie	29/09/2022	79 607,48 €	45,12%	54,88%	25,12%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
MONCHEL SUR CANCHE	Accessibilité de l'Eglise et du Monument aux Morts	25/11/2022	44 035,40 €	67,07%	32,93%	32,47%	14 300,00 €	14 300,00 €	14 300,00 €
TENEUR	Travaux de Renforcement de la Voie Communale - Rue de la Tour - et Sécurisation des Piétons	16/12/2022	182 650,00 €	39,16%	60,84%	10,95%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
HUMEROEUILLE	Travaux de Sécurisation de la Route de Blangy - RD 104	19/12/2022	316 000,00 €	71,08%	28,92%	6,33%	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
FLERS	Rénovation Energétique du Bâtiment Mairie-Ecole	04/01/2023	282 136,60 €	74,75%	25,25%	7,08%	20 000,00 €	1 507,62 € versés sur 2023	1507,62 €
Total max :							350 000,00 €	Total montant alloué pour 2023 : 350 000 €	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°03/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Adoption du Référentiel comptable M57 au 1<sup>er</sup> Janvier 2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que par courrier en date du 22 juin 2023 et en application du décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, la Trésorerie de ST POL/TERNOISE – Moncheaux les Frévent a émis un accord de principe pour l'adoption du référentiel M57 par TernoisCom à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les budgets suivants :

- Budget principal « Communauté de Communes du Ternois »
- Budget annexe « Bâtiment Relais » à Herlin le Sec
- Budget annexe « Pépinière d'Entreprises à Frévent »
- Budget annexe « Hôtel d'Entreprises de Pernes »
- Budget annexe « Z.A.L. d'Auxi le Château »
- Budget annexe « Z.A.L. de Pernes »
- Budget annexe « Commerce & Local professionnel de Floringhem »
- Budget annexe « Maison de Santé Les Vertes Collines » à Anvin
- Budget annexe « Maison de Santé Léonard de Vinci » à Gauchin Verloingt
- Budget annexe « Collecte Tri Traitement des déchets »

M. le Président propose d'appliquer pour les budgets cités ci-dessus le droit d'option pour le référentiel M57 et d'adopter le changement de nomenclature à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'appliquer pour les budgets cités ci-dessus le droit d'option pour le référentiel M57.

*L'option pour le référentiel M57 implique l'adoption du référentiel pour ses éventuels budgets annexes administratifs, les budgets SPIC demeurant régis par l'instruction budgétaire et comptable M4.*

D'adopter le changement de nomenclature à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

*En application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2005-1899, l'avis de la Trésorerie de ST POL/TERNOISE – Moncheaux les Frévent sera joint à la délibération.*

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023





Envoyé en préfecture le 19/07/2023  
Reçu en préfecture le 20/07/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20230712-03\_12072023-DE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

TRÉSORERIE DE ST POL MONCHEAUX

Place François Mitterrand  
CS 80050  
62130 ST POL SUR TERNOISE

Affaire suivie par Sandrine LECOMTE

Téléphone : 03 21 03 90 50

Mél. : [t062084@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:t062084@dgfip.finances.gouv.fr)

Horaires d'ouverture : Du Lundi au Mardi de 8H30-12H15 et 13H30-16H15 Mercredi au Vendredi de 8H30-12H15

Avec ou sans rendez-vous

Saint Pol, le 22 juin 2023

Monsieur le Président de la CC du  
TERNOIS

Objet : Avis du comptable public sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57

Monsieur le Président,

En application du Décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, j'ai l'honneur de vous faire part de mon accord de principe pour l'adoption du référentiel M57 par la collectivité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Dans le cadre de ce changement de référentiel, je me permets d'appeler votre attention sur les points suivants :

- le changement de nomenclature ne peut intervenir qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de la délibération par laquelle la collectivité applique son droit d'option pour le référentiel M57 ;
- l'option pour le référentiel M57 implique l'adoption du référentiel pour ses éventuels budgets annexes administratifs, les budgets SPIC demeurant régis par l'instruction budgétaire et comptable M4.

En application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2005-1899 précité, le présent avis est joint au projet de délibération.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Trésorier

Sandrine LECOMTE

MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°04/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Assainissement Industriel (205.14) Convention d'intervention n°20002 – Epuration industrielle St Pol sur Ternoise</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire de prévoir des crédits pour procéder au remboursement de l'avance consentie par l'Agence de l'Eau ainsi que le remboursement par les industriels de ce remboursement d'avance.

Une décision modificative sur le BUDGET ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP 2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
R/F	70611 Redevances d'assainissement collectif « Remboursement par les industriels »	140 500 €	+102 720 €	243 220 €
D/F	023 - Virement à la section d'investissement	140 375.53 €	+102 720 €	243 095.53 €
R/I	021 - Virement de la section d'exploitation	140 375.53 €	+102 720 €	243 095.53 €
D/I	Article 1678 Remboursement d'avances par TernoisCom à l'Agence de l'Eau	0	+102 720 €	102 720 €



Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023



Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°05/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Assainissement collectif Gestion déléguée (205.08) Absence de crédits suffisants sur l'opération 808 Article 2128</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est prévu de poser une clôture et des poteaux béton autour de la lagune de Croix-en-Ternois pour sécuriser le site. Il est donc proposé une décision modificative sur le budget assainissement collectif gestion déléguée en section d'investissement, en prenant les crédits sur les dépenses imprévues, détaillée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/D	Article 020 DEPENSES IMPREVUES	20 000 €	- 7 100 €	12 900 €
I/D	Article 2128 (pour info opé 808) – LAGUNE DE CROIX EN TERNOIS	0	+ 7 100 €	7 100 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

19/04/2023  
19/04/2023



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°06/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°1 Budget annexe Collecte Tri Traitement (205.13) Frais d'insertion</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il y a lieu de prévoir des crédits supplémentaires pour procéder au paiement des frais d'insertion pour l'achat de 2 véhicules pour la collecte.

En effet, le 1<sup>er</sup> appel d'offres est revenu infructueux. Il y a donc lieu de prévoir 2 500 euros pour lancer un second avis d'appel à la concurrence.

Une décision modificative sur le BUDGET COLLECTE TRI TRAITEMENT est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP 2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/I	2033 Frais d'insertion	3 000 €	+ 2 500 €	5 500 €
D/I	020 – dépenses imprévues	20 000 €	- 2 500 €	17 500 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/04/2023  
19/04/2023





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°07/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°1 Budget principal (205.00) Opération 924 Salle de sports à Frévent Echange de terrain avec la ville de Frévent</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que TERNOISCOM avait prévu la construction d'une salle de sports intercommunale sur un terrain lui appartenant et situé rue Lebas à Frévent. Suite à des contraintes de l'ABF, il a été décidé de changer le lieu d'implantation et de construire cette salle sur un terrain appartenant à la ville de Frévent situé rue Georges Clémenceau.

Par délibération du conseil communautaire en date du 19 mars 2021, il a été décidé un échange des terrains entre TERNOISCOM et la ville de Frévent.

Afin d'intégrer le terrain d'assiette de la salle de sports dans l'actif de TernoisCom, il y a lieu de prévoir les crédits nécessaires pour les écritures budgétaires concernant cet échange de terrains entre TernoisCom et la Ville de Frévent.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/Inv	Article 211 : entrée du nouveau terrain dans l'actif	0	Terrain 62 900 €	62 900 €
R/Inv	Article 211 sortie de notre actif du terrain cédé à Frévent	0	Ecriture automatique pour 50 000€	

R/Inv	Article 192 Plus-value des cessions	0	<i>Ecriture automatique pour 12 900 € et frais notaire 1 667 € = 14 567 €</i>	
D/F	675 Valeurs comptables des immob cédées	0	<i>Ecriture automatique pour 50 000 €</i>	
D/F	Article 676 : Différences sur réalisations transférées en investissement	0	<i>Ecriture automatique pour 12 900 € et frais de notaire 1 667 € = 14 567 €</i>	
R/F	775 produits des cessions des immobilisations	0	+62 900 €	62 900 €
D/F	023 - Virement de la section d'exploitation	2 817 948.70 €	+62 900€	2 880 848.70€
R/I	021 - Virement à la section d'investissement	2 817 948.70 €	+62 900€	2 880 848.70€

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

19/04/2023

19/07/2023



Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°08/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°4 Budget principal (205.00) Ecole de Musique Intercommunale de Frévent</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire de prévoir des crédits au budget suite à l'achat à l'euro symbolique de l'Ecole de Musique Intercommunale de Frévent 26 rue des lombards pour intégrer le bien dans l'actif de TernoisCom.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
R/I	041 recette au 13241	0	+413 521.36 €	413 521.36€
D/I	041 mandat au 21318	0	+413 521.36 €	413 521.36€

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023



Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°09/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°5 Budget principal (205.00) Médiathèque de Frévent</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire de prévoir des crédits au budget suite à l'achat à l'euro symbolique de la Médiathèque de Frévent 10 rue Wilson pour intégrer le bien dans l'actif de TernoisCom.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
R/I	041 recette au 13241	0	+312 465.62 €	312 465.62 €
D/I	041 mandat au 21318	0	+312 465.62 €	312 465.62 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;



**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/07/2023

19/07/2023

Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°10/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Étalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°2 Budget principal (205.00) Apurement du compte 1069</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que la Communauté du Ternois dispose d'un solde de 10 142.16 € au compte 1069 (issu de la Communauté de Communes du Pernois lors de la fusion).

Ce compte doit être apuré au cours de l'exercice précédant le passage à la M57 par une écriture semi-budgétaire.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL afin de régulariser ce compte est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/I	Mandat au compte 1068	0	+10 142.16	10 142.16
D/I	Article 020 Dépenses Imprévues	100 000	- 10 142.16	89 857.84

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

19/07/2023

19/07/2023



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°11/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°3 Budget principal (205.00) Taxe GEMAPI</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire de prévoir des crédits au compte 7391178 – atténuation de charges.

Certaines entreprises bénéficient de dégrèvement de la Taxe sur la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, ce qui implique un remboursement d'un trop perçu par la CC du Ternois.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/F	Article 7391178	0	+7 293 €	7 293 €
D/F	Article 022 Dépenses Imprévues	250 000	-7 293 €	242 707 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°12/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Décision modificative budgétaire n°6 Budget principal (205.00) Maison des Services</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'émettre un mandat au 1311 pour neutraliser un titre établi en 2020 sur l'opération 903 « Maison des services » au lieu de l'article 1321 étant donné que les dépenses relatives au bâtiment ne s'amortissent pas.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/I	Article 1311 sub d'équipement transférables OPE 903	0	+150 000 €	150 000€
R/I	Article 1321 Sub d'investissement non transférables OPE 903	350 000€	+150 000€	500 000€

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

19/07/2023

19/07/2023



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°13/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Mise en place de tarifs pour les chambres de garde et les logements dans les Maisons de Santé de Gauchin Verloingt, d'Auxi le Château et d'Anvin</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 15 avril 2021, il avait été décidé d'autoriser l'établissement de baux entre professionnel de santé et TernoisCom pour l'occupation de bureau ou cabinet au sein des Maisons de Santé de TERNOISCOM, et de fixer le tarif à 15.00€/m<sup>2</sup> (HT pour les MSP soumises à TVA), auquel seront ajoutées des charges courantes (entretien et fluides) définies au prorata des surfaces et jours occupés.

Auparavant, l'occupation des chambres de garde et des logements se faisait à titre gracieux uniquement pour les stagiaires et les étudiants en médecine.

Des professionnels de santé ont récemment demandé d'occuper ces logements ou ces chambres de garde, il est donc proposé d'élargir la tarification aux :

- deux chambres de garde situées à la MSP de Gauchin-Verloingt (chaque chambre a une surface de 17.50m<sup>2</sup>)
- deux logements de type 1 situés à la MSP d'Auxi le Château (chaque logement a une surface de 32.57m<sup>2</sup>)
- deux chambres de garde situées à la MSP d'Anvin (chaque chambre a une surface de 14m<sup>2</sup>) avec un coin cuisine/séjour commun de 20m<sup>2</sup>

M. le Président propose l'établissement de baux entre professionnel de santé et TernoisCom pour l'occupation des chambres de garde situées aux MSP de Gauchin-Verloingt et d'Anvin, et des logements de type 1 situés à la MSP d'Auxi le Château et d'appliquer le tarif de 15.00€/m<sup>2</sup> (HT pour les MSP soumises à TVA), auquel seront ajoutées des charges courantes (entretien et fluides) définies au prorata des surfaces et jours occupés.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser l'établissement de baux entre professionnel de santé et TernoisCom pour l'occupation des chambres de garde situées aux MSP de Gauchin-Verloingt et d'Anvin, et des logements de type 1 situés à la MSP d'Auxi le Château.

D'appliquer le tarif de 15.00€/m<sup>2</sup> (HT pour les MSP soumises à TVA), auquel seront ajoutées des charges courantes (entretien et fluides) définies au prorata des surfaces et jours occupés.

D'établir une convention d'occupation précaire à titre gratuit pour les stagiaires et les étudiants en médecine.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/07/2023  
19/07/2023



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°14/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Étalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Tarification de la mise à disposition de la Salle du Faulx d'Heuchin et du COSEC de Pernes</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 28 juin 2017, il avait été décidé d'appliquer des tarifs concernant la mise à disposition de chapiteaux et pour la location de la Salle du Faulx et de matériels techniques, de la façon suivante :

**MISE A DISPOSITION DE CHAPITEAUX**

	SAINT- POLOIS	PAYS D'HEUCHIN	AUXILOIS	PERNOIS
<u>Dimensions</u>	300 m <sup>2</sup> (15mx20m)	200 m <sup>2</sup>	De 100 à 350 m <sup>2</sup>	250 m <sup>2</sup>
<u>Accessoires</u>	Estrade, chauffage	Estrade, tables, chaises, vaisselle,		Chauffage
<u>Tarifs</u>	400 € pour le chapiteau et  50 € pour le podium uniquement hors location chapiteau (transport et montage par utilisateur).  Tarif par week-end majoré de moitié pour	200 € communes Estrade non loué seul sauf salle du Faulx.  Matériel = 30€ Casse = 2€/élément	- de 100 à 250 m <sup>2</sup> : 340 €  - de 250 à 350 m <sup>2</sup> : 470 €	200 euros pour les communes

	week-end supplémentaire			
<u>Utilisateurs</u>	Communes, associations du territoire communautaire			

Suite à la hausse du coût de l'énergie, il est proposé de réviser ces tarifs pour la mise à disposition de la salle du Faulx et d'instaurer ces mêmes nouveaux tarifs pour l'utilisation du Cosc de Pernes :

	MANIFESTATIONS FESTIVES	ASSEMBLEE GENERALE, REUNION SPORTIVE, MANIFESTATION A BUT CARITATIF
<b>TARIF DE LOCATION</b>		
- Locataire du territoire communautaire	275 €	76 €
- Locataire extérieur au territoire communautaire	350 €	
<b>FORFAITS</b>		
- Chauffage	25 € 50€	25 € 50€
- Nettoyage	30 € 40€	30 € 40€
- Electricité	45 € 30€	45 € 30€
BRIS OU PERTE DE VAISSELLE	2 €/pièce	2 €/pièce
BRIS OU PERTE DU RESTE DE MATERIEL	Coût du remplacement	Coût du remplacement

Concernant les chapiteaux, il est rappelé que leur location est majorée de 50€ pour les associations (La location du matériel n'est pas concernée par cette majoration).

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'adopter la modification des tarifs proposée ci-dessus concernant les forfaits chauffage, nettoyage et électricité, pour la mise à disposition de la Salle du Faulx et du Cosc de Pernes.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 21/07/2023  
et publication et notification le 21/07/2023



Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°15/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Étalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Prise en charge ou remboursement des frais relatifs à des déplacements extérieurs</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que des membres du personnel de TernoisCom effectuent occasionnellement des déplacements hors du département dans le cadre de leurs missions pour assister à des forums, séminaires...

Il est proposé d'approuver la prise en charge ou le remboursement par la Communauté de Communes du Ternois de l'ensemble des frais occasionnés à l'occasion de ces déplacements hors du département du Pas de Calais, sur la base des frais réels.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver la prise en charge ou le remboursement par la Communauté de Communes du Ternois de l'ensemble des frais occasionnés à l'occasion de ces déplacements hors du département du Pas de Calais, sur la base des frais réels.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023



Marc BRIDOUX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°16/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 109, CONTRE : 1 ABSTENTION : 0	<b>Instauration de l'indemnité forfaitaire pouvant être allouée en cas de fonctions essentiellement itinérantes</b>

La séance ouverte,

Références législatives et réglementaires :

- Code Général de la Fonction Publique
- Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991, notamment l'article 14
- Arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que la Communauté de Communes du Ternois possède, entre autres, la compétence « assistance administrative aux communes ». Dans ce cadre, un réseau d'une quinzaine d'agents administratifs Ternoiscom interviennent à ce jour dans environ 40 collectivités (communes, syndicats...) du territoire afin d'y exercer des fonctions inhérentes au secrétariat de mairie.

Ces fonctions sont essentiellement itinérantes et remplissent les caractéristiques, à savoir des déplacements fréquents voire quotidiens sur le territoire intercommunal avec le véhicule personnel, pour bénéficier de l'indemnité forfaitaire correspondante.

Conformément à l'arrêté du 28 décembre 2020 susvisé, le montant maximum annuel de cette indemnité forfaitaire est fixé à 615 €.

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 26 juin 2023,

M. le Président propose aux Membres du Conseil Communautaire d'instaurer cette indemnité dans les conditions suivantes :

- A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 (ne peut être versée de manière rétroactive et sera donc calculé sur la base de 4 mois, de septembre à décembre pour l'année 2023)
- Montant annuel retenu = 615€
- Les agents concernés devront disposer d'un ordre de mission permanent.
- Bénéficiaires : agents stagiaires, titulaires, contractuels de droit public (emploi permanents ou non permanents) et contractuels de droit privé
- Les fonctions itinérantes justifiant l'octroi de l'indemnité sont les suivantes : secrétariat de mairie.
- Le cas échéant, le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle elle est versée.
- Elle est versée intégralement en janvier de l'année qui suit en proratisant le montant en fonction des périodes d'absence selon la nature de l'absentéisme.

Nature de l'absentéisme	Impact
Longue durée	Pas d'indemnité
Longue maladie	Pas d'indemnité
Grave maladie	Pas d'indemnité
Maladie professionnelle	100%
Accident de travail et de trajet	100%
Maladie ordinaire > 21 jours de janvier à décembre, par année civile, nombre de jours ouvrés cumulés	Perte de 100% de l'indemnité à compter du 22 <sup>ème</sup> jour sur les jours d'arrêts maladie ordinaire uniquement. Reprise à 100% dès la reprise sur le poste de travail.

- En cas de départ de l'agent de la collectivité en cours d'année, l'indemnité sera versée au moment du départ de l'agent en fonction de la durée de présence.
- Elle est versée au prorata du temps de travail de l'agent.
- Chaque bénéficiaire se verra attribuer l'indemnité par voie d'arrêté.
- Elle est reconductible d'une année sur l'autre, sous réserve que l'agent bénéficiaire continue d'exercer les fonctions y ouvrant droit.

- Le montant de l'indemnité sera facturé aux communes bénéficiant du service au même titre que les autres charges afférentes aux agents.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à la majorité des Membres présents ou représentés ;

### **DECIDE :**

D'instaurer cette indemnité dans les conditions suivantes :

- A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 (ne peut être versée de manière rétroactive et sera donc calculé sur la base de 4 mois, de septembre à décembre pour l'année 2023)
- Montant annuel retenu = 615€
- Les agents concernés devront disposer d'un ordre de mission permanent.
- Bénéficiaires : agents stagiaires, titulaires, contractuels de droit public (emploi permanents ou non permanents) et contractuels de droit privé
- Les fonctions itinérantes justifiant l'octroi de l'indemnité sont les suivantes : secrétariat de mairie.
- Le cas échéant, le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle elle est versée.
- Elle est versée intégralement en janvier de l'année qui suit en proratisant le montant en fonction des périodes d'absence selon la nature de l'absentéisme.

Nature de l'absentéisme	Impact
Longue durée	Pas d'indemnité
Longue maladie	Pas d'indemnité
Grave maladie	Pas d'indemnité
Maladie professionnelle	100%
Accident de travail et de trajet	100%
Maladie ordinaire > 21 jours de janvier à décembre, par année civile, nombre de jours ouvrés cumulés	Perte de 100% de l'indemnité à compter du 22 <sup>ème</sup> jour sur les jours d'arrêts maladie ordinaire uniquement. Reprise à 100% dès la reprise sur le poste de travail.

- En cas de départ de l'agent de la collectivité en cours d'année, l'indemnité sera versée au moment du départ de l'agent en fonction de la durée de présence.
- Elle est versée au prorata du temps de travail de l'agent.
- Chaque bénéficiaire se verra attribuer l'indemnité par voie d'arrêté.

- Elle est reconductible d'une année sur l'autre, sous réserve que l'agent bénéficiaire continue d'exercer les fonctions y ouvrant droit.

Le montant de l'indemnité sera facturé aux communes bénéficiant du service au même titre que les autres charges afférentes.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

21/07/2023  
21/07/2023



Marc BRIDOUX





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°17/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du tableau des effectifs</b>

La séance ouverte,  
Vu le Code Général de la Fonction Publique,  
Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,  
Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,  
Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,  
Vu le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,  
Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,  
Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité,  
Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,  
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 26 juin 2023,

M. Le Président propose aux Délégués Communautaires :

- ⇒ Création d'un emploi de secrétaire de mairie, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ Création d'un emploi de gestionnaire finances, à temps complet, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux (catégorie B – filière administrative) et suppression d'un emploi

de gestionnaire finances, temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative)

- ⇒ Modification de l'emploi de responsable de la commande publique à temps complet créé initialement sur le grade de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe (catégorie B – filière administrative) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative), des rédacteurs territoriaux (catégorie B – filière administrative), des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative)
- ⇒ Création d'un emploi d'agent administratif polyvalent, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ Modification de l'emploi d'animateur France Service à temps complet créé initialement sur le grade d'adjoint administratif territorial de 1<sup>ère</sup> classe (catégorie C – filière administrative) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ Création d'un emploi d'adjoint au Directeur des Services Techniques et de la Collecte, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux (catégorie C – filière technique)
- ⇒ Modification de l'emploi de Directeur de Services Techniques et de Collecte, à temps complet, créé initialement sur le cadre d'emploi d'adjoint technique territorial (catégorie C – filière technique) en permettant le recrutement sur le cadre d'emploi des techniciens territoriaux (catégorie B – filière technique) et sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique)

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

- ⇒ La Création d'un emploi de secrétaire de mairie, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ La Création d'un emploi de gestionnaire finances, à temps complet, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux (catégorie B – filière administrative) et suppression d'un emploi de gestionnaire finances, temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ La Modification de l'emploi de responsable de la commande publique à temps complet créé initialement sur le grade de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe (catégorie B – filière administrative) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative), des rédacteurs territoriaux (catégorie B – filière administrative), des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative)
- ⇒ La Création d'un emploi d'agent administratif polyvalent, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ La Modification de l'emploi d'animateur France Service à temps complet créé initialement sur le grade d'adjoint administratif territorial de 1<sup>ère</sup> classe (catégorie C – filière administrative) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints administratifs (catégorie C – filière administrative)
- ⇒ La Création d'un emploi d'adjoint au Directeur des Services Techniques et de la Collecte, à temps complet, cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux (catégorie C – filière technique)

- ⇒ La Modification de l'emploi de Directeur de Services Techniques et de Collecte, à temps complet, créé initialement sur le cadre d'emploi d'adjoint technique territorial (catégorie C – filière technique) en permettant le recrutement sur le cadre d'emploi des techniciens territoriaux (catégorie B – filière technique) et sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique)
- De charger M. le Président de recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, de mettre en œuvre la procédure nécessaire aux recrutements et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.
  - Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois seront inscrits au budget
  - Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Les emplois ci-dessus seront susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023

Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°18/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Avancements de grades Détermination des ratios Promus/Promouvables</b>

La séance ouverte,

Référence : l'article 35 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale qui introduit après le 1er alinéa de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 les dispositions suivantes :

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que « Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du CST ».

**Principe** : la collectivité doit fixer le taux ou ratio promus/promouvables c'est à dire le pourcentage des promouvables (agents remplissant les conditions individuelles pour bénéficier d'un avancement de grade) qui pourraient être inscrits sur le tableau annuel d'avancement de grade et donc bénéficier d'un tel avancement de grade.

Ce taux doit être déterminé par l'assemblée délibérante après avis du CST, à l'exception des grades relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale. Un taux identique pourra être déterminé pour un ou plusieurs grades par rapport aux promouvables (possibilité n°1) ou pour tous les grades présents dans la collectivité à compter d'une date donnée (possibilité n°2). Ce taux peut être compris entre 0 et 100%.

Aucun avancement ne pourra avoir lieu sans cette délibération.

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 26 juin 2023,

M. le Président propose de déterminer le tableau des ratios comme suit : Détermination du taux d'avancement applicable à tous les grades présents dans la collectivité à compter de l'année 2023 :

	Ratio
Tous les grades présents dans la collectivité	100%

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

De déterminer le tableau des ratios comme suit : Détermination du taux d'avancement applicable à tous les grades présents dans la collectivité à compter de l'année 2023 :

	Ratio
Tous les grades présents dans la collectivité	100%

Ces modalités sont alors valables jusqu'à d'éventuelles modifications validées par l'assemblée délibérante après avis du CST (changement de taux ou de critères par exemple).

**Critères d'avancement propres à la collectivité**

Même si le ratio d'avancement est défini à 100%, l'autorité territoriale reste libre de nommer ou non l'agent promouvable, après instruction des dossiers suivant les modalités définies dans les lignes directrices de gestion RH de la collectivité approuvées par le Comité Technique et le Conseil Communautaire et communiquées à tous les agents.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023  
et publication et notification le 19/04/2023



Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°19/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du tableau des effectifs dans le cadre des avancements de grades 2023</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

En fonction d'une part des nécessités de service et d'autre part, la collectivité ayant souhaité promouvoir des agents à des grades d'avancements selon les dispositions prévues dans les Lignes Directrices de Gestion des Ressources Humaines, il est proposé d'autoriser M. le Président à créer les postes nécessaires à la nomination des agents concernés et à leur nomination, ainsi qu'à signer tous les documents s'y rapportant, étant précisé que les crédits suffisants sont prévus au budget.

Il est donc nécessaire de modifier comme suit le tableau des effectifs du personnel :

Suppression de postes (à compter du 1<sup>er</sup> août 2023)

Filière administrative

- 3 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe (2 Temps Complet et 1 Temps non Complet 20h hebdo)
- 2 postes de rédacteur territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à Temps Complet



#### Filière animation

- 1 poste d'adjoint d'animation à Temps Complet

#### Filière technique

- 5 postes d'adjoint technique à Temps Complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à Temps Complet

#### Filière sociale

- 2 postes d'éducateur territorial de jeunes enfants à Temps Complet

#### **Création de postes** (à compter du 1<sup>er</sup> août 2023)

#### Filière administrative

- 3 postes d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe (2 Temps Complet et 1 Temps non Complet 20h hebdo)
- 2 postes de rédacteur territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe à Temps Complet

#### Filière animation

- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe à Temps Complet

#### Filière technique

- 5 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à Temps Complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à Temps Complet

#### Filière sociale

- 2 postes d'éducateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle à Temps Complet

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver la modification du tableau des effectifs du personnel comme indiqué ci-dessus.

De procéder aux avancements de grades correspondants.

D'autoriser M. le Président à créer les postes nécessaires à la nomination des agents concernés et à leur nomination, ainsi qu'à signer tous les documents s'y rapportant, étant précisé que les crédits suffisants sont prévus au budget.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 06/11/2023

et publication et notification le 06/11/2023



Marc BRIDOUX

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°20/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Fliers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du volume horaire d'emplois à temps non complet de professeurs de musique Ecole de Musique Intercommunale du Ternois</b>

La séance ouverte,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,  
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,  
Vu le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique,  
Vu le fonctionnement et les besoins de l'école de musique intercommunale et considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail de plusieurs emplois permanents à temps non complet de professeur de musique,  
Vu le tableau des emplois et des effectifs,  
Vu l'avis du comité social territorial du 26 juin 2023,

M. Le Président propose aux Délégués Communautaires de modifier, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, le volume horaire des emplois permanents à temps non complet ci-dessous comme suit :

Emploi	Grade	Quotité de travail de l'emploi supprimé	Quotité de travail de l'emploi créé
Professeur de Formation Musicale	AEA principal 2ème classe	6	3
Professeur de percussions	AEA principal 2ème classe	13	15
Professeur de violoncelle	AEA principal 2ème classe	7	9
Professeur de trombone/tuba	AEA principal 2ème classe	5	4.25
Professeur de formation musicale/saxophone	AEA principal 2ème classe	8	11
Professeur de violon/violon alto	AEA principal 2ème classe	4.5	7.5
Professeur de trompette	AEA principal 2ème classe	2	4
Professeur de cor harmonie	AEA principal 2ème classe	11	5

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

De modifier, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, le volume horaire des emplois permanents à temps non complet ci-dessous comme suit :

Emploi	Grade	Quotité de travail de l'emploi supprimé	Quotité de travail de l'emploi créé
Professeur de Formation Musicale	AEA principal 2ème classe	6	3
Professeur de percussions	AEA principal 2ème classe	13	15
Professeur de violoncelle	AEA principal 2ème classe	7	9
Professeur de trombone/tuba	AEA principal 2ème classe	5	4.25

Professeur de formation musicale/saxophone	AEA principal 2ème classe	8	11
Professeur de violon/violon alto	AEA principal 2ème classe	4.5	7.5
Professeur de trompette	AEA principal 2ème classe	2	4
Professeur de cor harmonie	AEA principal 2ème classe	11	5

D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux modifications et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant

Et de préciser :

- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois sont inscrits au budget primitif de l'année
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023



*[Signature]*

Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°21/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Création d'emplois à temps non complet de professeurs de musique Ecole de Musique Intercommunale du Ternois</b>

La séance ouverte,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,  
 Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,  
 Vu le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique,

Vu le décret n° 91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique,

Vu le fonctionnement et les besoins de l'école de musique intercommunale et considérant la nécessité de créer plusieurs emplois permanents à temps non complet de professeur de musique,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu l'avis du comité social territorial du 26 juin 2023,

M. Le Président propose aux Délégués Communautaires à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 la :

- Création d'un emploi de professeur de Hautbois, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
- Création d'un emploi de professeur de Basson, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement



artistique) ou cadre d'emploi des PEA (catégorie A – filière culturelle – enseignement artistique)

- Création d'un emploi de professeur de Batterie, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
- Création d'un emploi de professeur chorale/chef de chœur, temps non complet 1.5/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
- Création d'un emploi de professeur de formation musicale, temps non complet 12/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 la :

- Création d'un emploi de professeur de Hautbois, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
  - Création d'un emploi de professeur de Basson, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique) ou cadre d'emploi des PEA (catégorie A – filière culturelle – enseignement artistique)
  - Création d'un emploi de professeur de Batterie, temps non complet 3/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
  - Création d'un emploi de professeur chorale/chef de chœur, temps non complet 1.5/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
  - Création d'un emploi de professeur de formation musicale, temps non complet 12/20<sup>ème</sup>, cadre d'emploi des AEA (catégorie B – filière culturelle – enseignement artistique)
- Que tous les emplois ci-dessus sont susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel en application des dispositions de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi.
- L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.
- Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.
- Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.
- Que conformément à l'article 3-5 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale pourra décider par décision expresse de maintenir le bénéfice de la durée indéterminée aux agents liés par un contrat à durée indéterminée au sein de la

collectivité à qui il sera proposé un nouveau contrat sur le fondement de l'article 3-3 pour exercer des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique.

- De charger M. le Président de recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, de mettre en œuvre la procédure nécessaire aux recrutements et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.
- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois seront inscrits au budget
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°22/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Étalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

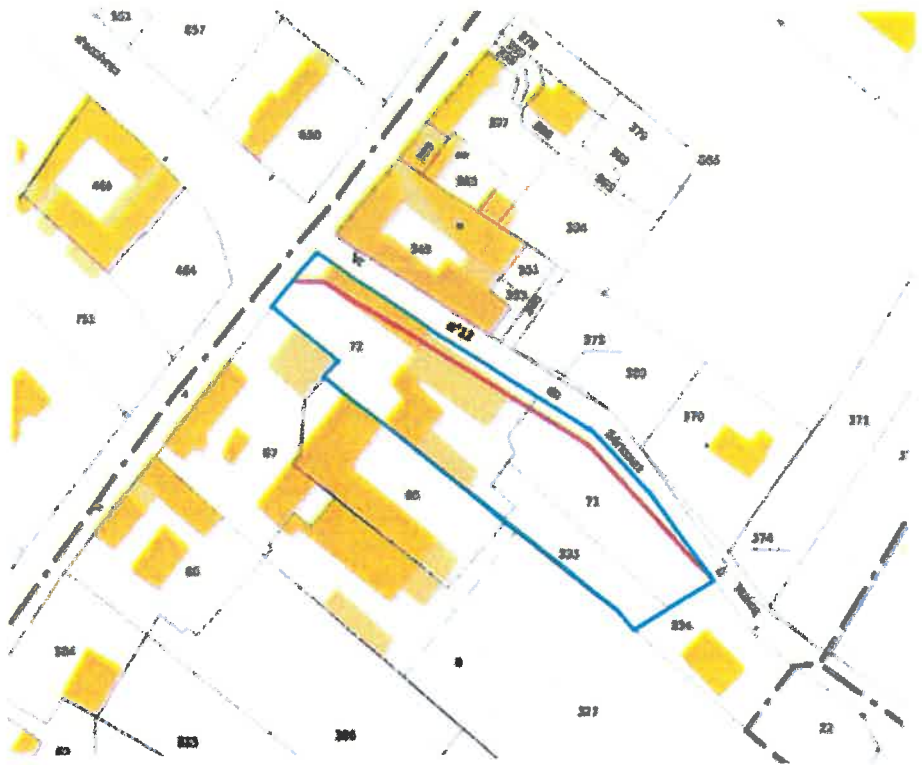
Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 109 (110-1)	POUR : 109 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de préemption urbain sur la commune de Nuncq-Hautecôte</b>

*La séance ouverte, M. PRUVOST Maire de Nuncq-Hautecôte ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt.*

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Nuncq-Hautecôte souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur les parcelles B72, B71 et B335 d'une contenance totale de 3 305 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager le carrefour en élargissant la rue de Séricourt pour assurer la sécurité lors des passages d'engins agricoles.



Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;  
Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune de Nuncq-Hautecôte en date du 20 avril 2023,  
APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Nuncq-Hautecôte sur les parcelles B72, B71 et B335 d'une contenance totale de 3 305 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager le carrefour en élargissant la rue de Séricourt pour assurer la sécurité lors des passages d'engins agricoles.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 19/04/2023  
et publication et notification le 19/04/2023



Marc BRIDOUX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°23/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 109 (110-1)	POUR : 109 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de préemption urbain sur la commune de Villers l'Hôpital</b>

*La séance ouverte, M. RIMBAULT Maire de Villers l'Hôpital ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt.*

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Villers l'Hôpital souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur les parcelles AC41, AC42, AC43 d'une contenance totale de 1 810m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager une aire de jeux pour enfants, un petit parking pour le cimetière et l'église, un projet d'un parcours de santé ou d'un city stade (pas encore déterminé).



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune de Villers l'Hôpital en date du 16 mai 2023 ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Villers l'Hôpital sur les parcelles AC41, AC42, AC43 d'une contenance totale de 1 810m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager une aire de jeux pour enfants, un petit parking pour le cimetière et l'église, un projet d'un parcours de santé ou d'un city stade (pas encore déterminé).

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023

Délibération n°24/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

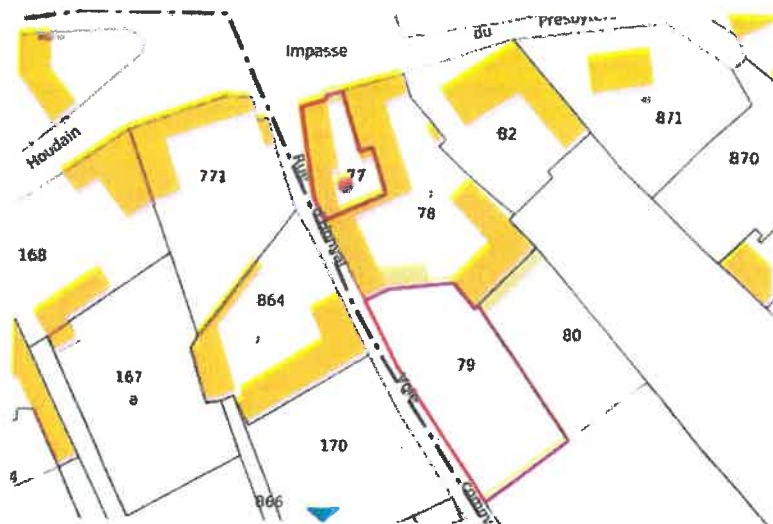
Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 109 (110-1)	POUR : 109 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de préemption urbain sur la commune de Sibiville</b>

*La séance ouverte, M. QUENTIN Maire de Sibiville ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt.*

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Sibiville souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur les parcelles B0077 et B0079 d'une contenance totale de 1 015 m<sup>2</sup>, dans le but d'élargir la voie communale « rue d'Honval ».



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune de Sibiville en date du 26 juin 2023 ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

### **DECIDE :**

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Sibiville sur les parcelles B0077 et B0079 d'une contenance totale de 1 015 m<sup>2</sup>, dans le but d'élargir la voie communale « rue d'Honval ».

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°25/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Lancement par le SYMSAGEL d'un nouveau Plan de restauration et d'entretien de la Lys, de la Laquette et de la Melde</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Lys, de la Laquette et de leurs affluents (PRE Lys-Laquette et affluents) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral portant Déclaration d'Intérêt Général (DIG) le 13/02/2020.

Le Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Melde, du Contrefossé et de leurs affluents (PRE Melde, Contrefossé et affluents) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral portant DIG le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Ces DIG, valables 5 ans, ne sont pas renouvelables. De nouvelles demandes doivent donc être déposées.

Par ailleurs, en application du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois Picardie (SDAGE Artois-Picardie), les collectivités compétentes en matière de GEMAPI doivent désormais cartographier l'Espace de Bon Fonctionnement dans les bassins versants à enjeux.

Ainsi, et pour poursuivre le travail entrepris et respecter la réglementation, l'élaboration d'un nouveau Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) sur la Lys, la Laquette, la Melde et leurs affluents, intégrant notamment le diagnostic de l'EBF, est nécessaire.

De manière à garantir la cohérence des mesures de restauration et d'entretien sur ces cours d'eau, il est proposé de déléguer au SYMSAGEL l'élaboration du Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents.

Le SYMSAGEL devrait prendre en charge 10% du montant dédié à l'EBF (80 000 €HT). Le reste à charge de l'étude serait partagé entre les EPCI au prorata du linéaire concerné, dont voici le tableau estimatif :

ESTIMATION PARTICIPATION FINANCIERE (€ HT)		
Pourcentage linéaire		Estimation Lys arrondie
	AEAP (500 € HT/km)	104 100
	Autres subventions pour atteindre 80% (Interreg/région)	155 900
	SYMSAGEL	8 000
	Reste à charge EPCI partagé ainsi :	57 000
	0,02 CCT	1 140
	0,13 CCHPM	7 410
	0,72 CAPSO	41 040
	0,11 CABBALR	6 270
	0,02 USAN	1 140
TOTAL		325 000

Le montant à la charge de la Communauté de Communes du Ternois serait de 1 140€.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'approuver la délégation au SYMSAGEL pour l'élaboration du Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents.

D'autoriser le Président à signer la convention fixant les conditions techniques et financières de cette délégation et les autres documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/04/2023

et publication et notification le 19/04/2023



*[Signature]*

Marc BRIDOUX

# Elaboration du Plan pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents

## Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

\*\*\*

**ENTRE :**

L'EPTB Lys/SYMSAGEL représenté par son président, autorisé par la délibération n°                      du Comité  
Syndical en date du 12/05/2023.

**ET :**

La Communauté de Communes du Ternois (TERNOIS COM), représentée par son Président, autorisé  
par une délibération du Conseil communautaire en date du



*Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-SY  
Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents*

SYMSAGEL

## PREAMBULE

Afin de répondre aux objectifs d'atteinte du bon état écologique de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents, prévus par la Directive Cadre sur l'Eau Européenne (DCE), ainsi que pour cartographier l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) de ces cours d'eau, conformément à la décision de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Lys, il est nécessaire de réaliser un Plan pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PRE) sur ces cours d'eau et d'en appliquer les prescriptions.

Au vu des exigences des différents partenaires et financeurs, un PRE doit être mené sur l'ensemble du bassin versant.

L'EPTB-Lys/SYMSAGEL est autorisé à réaliser cette étude à la demande des établissements publics, par les statuts ainsi libellés : « par délégation des communes ou EPCI qui l'auront expressément demandé par délibération et après accord du Comité Syndical, le SYMSAGEL assure le portage financier et/ou technique ainsi que réalisation proprement dite des actions inscrites au programme pluriannuel dont le SYMSAGEL n'assure pas directement la maîtrise d'ouvrage ».

Le bassin versant de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents est situé sur le territoire de cinq Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI-FP) :

- La Communauté de Communes du Ternois (TERNOIS COM) ;
- La Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois (CCHPM) ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO) ;
- La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) ;
- La Communauté de Communes de Flandres Intérieure et par délégation, l'Union Syndicale d'Aménagement hydraulique du Nord (USAN).

Les cours d'eau concernés par ce PRE sont les suivants :

- La Lys rivière et ses affluents :
  - o Le Fossé du Bois Burette ;
  - o La Traxenne ;
  - o Les ruisseaux de Senlis ;
  - o La Rivièrette ;
  - o Le Ruisseau de Wandonne ;
  - o La Fontaine Bénite ;
  - o Le Ruisseau de Nouveauville ;
  - o La Petite Lys de Delettes ;
  - o Le Saint-Augustin ;
  - o Le Brulat ;
  - o La Laquette de Rebecques ;
  - o La Petite Lys de Mametz et son affluent ;
  - o Le Bruvau ;
  - o Le Mardyck ;
  - o Le Madi de Blessel ;
  - o La Liauwette ;
  - o Le canal de l'Oduel.
- La Laquette et ses affluents :
  - o La rivière de Groeuppe ;
  - o Le Fond de Rupigny ;



*Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-S  
 Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents*

- Le Puits-sans-Fond et son affluent ;
- Le Ruisseau de Boncourt ;
- La Lauvet ;
- Le Surgeon amont et aval ;
- Le Ravin de la Tirmande ;
- La Laque, ses affluents et diffluents ;
- La Melde et ses affluents :
  - Le Ravin d'Ecques ;
  - La Lauborne et ses affluents ;
  - La Becque de Cochendal ;
  - La liaison entre la Melde et la Becque de Cochendal ;
  - Le Ruisseau de la ferme de la Vallée ;
  - Le Contrefossé et ses affluents.

Le linéaire de cours d'eau concerné par cette étude est de 208,2 kilomètres.

Le linéaire total de cours d'eau de l'étude est partagé entre plusieurs établissements publics (cf. Tableau 1 ci-dessous).

*Tableau 1 : Longueur des cours d'eau dans chaque établissement public*

Nom de l'établissement public	Longueur de cours d'eau du PPRE	Pourcentage de linéaire
Ternois Com	3,8 km	2 %
CCHPM	26,7 km	13 %
CAPSO	150,0 km	72 %
CABBALR	23,8 km	11 %
USAN	3,9 km	2 %
<b>Total</b>	<b>208,2 km</b>	

Le coût d'une telle étude est estimé à environ 1 500 € HT par km.

Cette opération peut faire l'objet de subventions par conventionnement avec l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (500€/km) et/ou le Conseil Régional des Hauts-de-France, à hauteur de 80%.

Des financement européens (Interreg) peuvent également être obtenus.

Les financements listés ci-dessus ne sont, à ce jour, pas acquis.

*Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-Sy  
Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents*

SYMSAGEL

**CONSIDERANT QUE :**

- TERNOIS COM, sollicitée par l'EPTB Lys/SYMSAGEL, a confirmé sa volonté d'élaborer un plan de restauration et d'entretien de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents, commun avec l'USAN, la CCHPM, la CAPSO et la CABBALR ;
- Les statuts de l'EPTB Lys/SYMSAGEL prévoient la possibilité de porter la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau, dès lors que l'étude dépasse le périmètre de l'une de ses collectivités membre, dans le cadre d'une convention.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE I. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de délégation de la maîtrise d'ouvrage de TERNOIS COM à l'EPTB Lys/SYMSAGEL, pour l'élaboration du Plan pluriannuel de Restauration et d'Entretien de la Lys, de la Laquette, de la Melde, et de leurs affluents.

**ARTICLE II. DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à compter de sa notification.

La prestation s'achève lors de la remise par l'EPTB-Lys/SYMSAGEL aux établissements publics, de l'ensemble des dossiers d'études et des dossiers réglementaires (Déclaration d'Utilité Publique (DUP), Déclaration d'Intérêt Général (DIG), Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (DLE), Etude d'Impact (EI), et tout autres dossiers se révélant nécessaires lors de l'étude), et une fois le solde de la participation financière due par TERNOIS COM versé.

**ARTICLE III. REPARTITION DES MISSIONS**

L'EPTB-Lys/SYMSAGEL aura à sa charge :

- La procédure de passation des marchés conformément aux dispositions en vigueur ;
- La rédaction des dossiers de consultation des entreprises et si nécessaire les avis d'appel public à la concurrence ;
- L'ouverture de plis, l'analyse des offres, et le choix du titulaire ;
- L'information aux candidats des résultats des consultations ;
- Le règlement des différends et litiges éventuels ;
- La signature des marchés ;
- La notification des marchés aux titulaires et le suivi de leur exécution ;
- La commande et le paiement des prestations liées aux marchés ;
- La passation des avenants éventuellement nécessaire à la bonne exécution des marchés.

**ARTICLE IV. VALIDATION DU PROJET**

Les dossiers de consultation seront communiqués avant le lancement de la publicité par l'EPTB-Lys/SYMSAGEL à TERNOIS COM, pour avis et amendement.

*Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-SYMSAGEL*  
*Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents*

TERNOIS COM sera associée à chaque étape de l'étude et sera invitée aux différentes réunions du comité technique et du comité de pilotage. Elle validera l'état des lieux et les propositions d'actions de restauration et d'entretien.

TERNOIS COM s'engage à fournir toutes les informations utiles nécessaires à la réalisation du diagnostic sur le bassin versant.

## ARTICLE V. OBLIGATIONS DE L'EPTB-LYS/SYMSAGEL

L'EPTB-Lys/SYMSAGEL s'engage à associer, à chaque étape, TERNOIS COM, sur le déroulement des éléments de mission. Il devra, notamment, l'informer, dans les meilleurs délais, de toute modification technique ou financière.

## ARTICLE VI. MODALITES FINANCIERES ET COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

L'EPTB Lys/SYMSAGEL s'engage à solliciter l'accord de TERNOIS COM, avant tout engagement financier.

Le coût total estimé de l'étude est de 325 000 € HT, dont 80 000 € HT dédié à l'Espace de Bon Fonctionnement du cours d'eau (EBF).

Le coût réel de l'étude ne sera connu qu'à l'issue de la consultation.

Cette opération pourrait faire l'objet de participations financières de l'Agence de l'Eau Artois Picardie (500 €/km) et/ou du Conseil Régional des Hauts-de-France et/ou des fonds européens (Interreg), à hauteur de 80%. Ces participations ne sont aujourd'hui pas acquises.

Compte tenu de cette possible subvention, le montant estimé du reste à la charge des collectivités est de 65 000 € HT.

L'EPTB-Lys/SYMSAGEL s'engage à prendre en charge 10% du coût dédié à l'EBF.

En dehors de cette participation du SYMSAGEL, le reste à charge relatif à cette opération (10% du coût dédié à l'EBF et 20% du coût du reste de l'étude) sont prises en charge au prorata du linéaire concerné par le territoire des établissements publics (cf. Tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2 : Montant prévisionnel à payer pour les établissements publics

Nom de l'établissement public	Pourcentage de linéaire	Montant prévisionnel à payer
Ternois Com	2 %	1 140 €
CCHPM	13 %	7 410 €
CAPSO	72 %	41 040 €

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-SYMSAGEL  
Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents

CABBALR	11 %	6 270 €
USAN	2 %	1 140 €
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>57 000 €</b>

Le Tableau 3 prévisionnel ci-dessous reprend les différentes dépenses et recettes prévues, sous réserve d'obtention des subventions et sur la base d'un coût d'étude estimé à 325 000 € HT.

Tableau 3 : Tableau prévisionnel des dépenses et des recettes de l'étude

Dépenses	Recettes	
Montant  325 000 € HT	Agence de l'Eau Artois-Picardie (500€/km)	104 100 €
	Conseil Régional des Hauts-de-France ET/OU Financements Interreg	155 900 €
	SYMSAGEL (10 % de l'EBF)	8 000 €
	TERNOIS COM	1 140 €
	CCHPM	7 410 €
	CAPSO	41 040 €
	CABBALR	6 270 €
	USAN	1 140 €

L'EPTB-Lys/SYMSAGEL assure le préfinancement de l'ensemble des études jusqu'à sa réception. Il perçoit les aides financières accordées à l'opération.

TERNOIS COM s'engage à rembourser le financement de l'opération.

## ARTICLE VII. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

Pendant toute la durée de la convention, les parties pourront effectuer tout contrôle technique, financier ou comptable qu'elles jugeront utile.

En fin de mission, l'EPTB Lys/SYMSAGEL établira et remettra à TERNOIS COM un bilan général de l'opération.

## ARTICLE VIII. OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

L'ensemble des documents transmis par les prestataires (programme, étude de conception, etc.) devra faire apparaître le logo ainsi que le nom de TERNOIS COM et de l'EPTB Lys/SYMSAGEL.

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage Ternois Com/EPTB Lys-SYMSAGEL  
Elaboration du PPRE de la Lys, de la Laquette, de la Melde et de leurs affluents

SYMSAGEL

## ARTICLE IX. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER L'EPTB-LYS/SYMSAGEL

Monsieur le Président du l'EPTB Lys/SYMSAGEL est habilité à engager la responsabilité de l'EPTB Lys/SYMSAGEL, pour l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE X. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER TERNOIS COM

Monsieur le Président de TERNOIS COM est habilité à engager la responsabilité de TERNOIS COM, pour l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE XI. RESILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la convention pourra être prononcée par toute partie, pour une des raisons suivantes :

- Pour une cause d'intérêt général ;
- En cas de manquement grave, par l'une des parties, à l'une des obligations, au titre de la présente convention ;
- En cas de non-obtention des autorisation administratives pour l'obtention de la DIG ;
- En cas de non-obtention de la participation financière de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et/ou du Conseil Régional des Hauts-de-France et/ou des fonds européens (Interreg).

La résiliation ne pourra intervenir que dans un délai de 15 jours après mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. La période de 15 jours devra être mise à profit, par les parties intéressées, pour trouver une solution par conciliation.

## ARTICLE XII. LITIGES

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait à Noeux-les-Mines, le

En trois exemplaires originaux

Le président de TERNOIS COM

Le président de l'EPTB Lys/SYMSAGEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°26/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 105 CONTRE : 4 ABSTENTION : 1	<b>Installation d'un nouveau système de vidéoprotection via La Fibre Numérique 59/62</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de sa politique locale de prévention de la délinquance, le territoire du Ternois mène un programme d'actions visant à améliorer la tranquillité publique. Une première expérience de vidéo protection a démontré la pertinence de ces installations afin de dissuader et de contribuer à la prévention de la Délinquance.

Le matériel nécessite aujourd'hui d'être remplacé et les lieux stratégiques d'implantation revus et complétés.

Après étude, l'installation d'un système de vidéo protection plus performant (fibre) et de nouveaux endroits stratégiques ont été définis en partenariat avec la Fibre Numérique 59/62 et le groupe Eiffage. L'implantation d'une baie du Centre de Supervision Unique dans un local technique au sein du siège de l'Hôtel communautaire va permettre une exécution rapide des extractions demandées par les forces de l'ordre.

Cela représente l'installation de 12 caméras au total.

Une convention relative aux conditions de fonctionnement du système de vidéoprotection et traitement des images enregistrées est en cours d'élaboration avec les services de la Préfecture et sera signée entre la Communauté de Communes du Ternois, la commune de Saint Pol Sur Ternoise, la Commune d'Herlin le Sec et la Compagnie de Gendarmerie de Saint Pol Sur Ternoise.

Le coût des travaux pour TernoisCom s'élève à 128 478€ HT auquel s'ajoute 5 822.60€ HT de frais d'étude d'exécution. Les crédits ont été inscrits au Budget Primitif 2023.



Une demande de subvention FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) va être déposée et étudiée sur l'enveloppe dédiée en 2024.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à la majorité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection, via la centrale d'achats du Syndicat Mixte « La Fibre Numérique 59/62 ».

D'approuver le coût des travaux pour un montant estimé à 128 478€ HT auquel s'ajoute 5 822.60€ HT de frais d'étude d'exécution.

Les crédits ont été inscrits au Budget Primitif 2023.

De donner pouvoir au Président pour engager toutes les démarches nécessaires à cette réalisation et de l'autoriser à signer tous les documents s'y rapportant, dont les conventions à intervenir avec les différents partenaires.

De solliciter les subventions auprès des différents financeurs possibles.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

19/04/2023

19/04/2023



Marc BRIDOUX



# **AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC HULINOIS NON CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS**

**Entre la commune d'Herlin le Sec, dont le siège social se situe 16 rue du village 62130 HERLIN LE SEC, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Daniel CAPON, dûment habilité, ci-après mentionné « la commune »,**

**Et la Communauté de Communes du Ternois, dont le siège social se situe 400 rue de Maisnil 62130 HERLIN LE SEC représentée par son Président, Monsieur Marc BRIDOUX, dûment habilité, ci-après dénommée « l'occupant »**

**Ci-après désignées individuellement par « la partie » et collectivement « les parties »**

## **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :**

**Vu l'arrêté préfectoral portant création de la Communauté de Communes du Ternois,**

**Vu les statuts actuels de la communauté de communes du Ternois,**

**Considérant que le territoire du Ternois mène un programme d'actions visant à améliorer la tranquillité publique, dans le cadre de sa politique locale de prévention de la délinquance,**

**Considérant qu'un audit de sûreté relatif à la vidéo protection datant de 2016 soulève la pertinence d'assurer un maillage territorial complet des flux routiers à l'échelon communautaire, de contrôler les flux routiers et piétons à Saint Pol sur Ternoise, de dissuader et contribuer à la prévention de la délinquance au niveau des principaux parkings et places saint poloises, il y a lieu de recourir à un dispositif de vidéo protection communautaire mutualisé,**

**Considérant que la Communauté de Communes du Ternois, à cette fin, a décidé de procéder à la conclusion d'un contrat de prestation de services, de maintenance et d'entretien de matériel de vidéo protection sur le territoire communautaire auprès de la société EIFFAGE,**

**Considérant que la commune d'Herlin le Sec a sollicité le bénéfice de telles prestations de service, la présente convention définit les modalités juridiques, techniques et financières présidant à leur mise en œuvre,**

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 – DESIGNATION ET ETAT DES LIEUX

En vertu de l'article L. 2125-1 du code général de protection de la propriété des personnes publiques, la commune autorise l'occupant, ou toute personne dûment mandatée par elle, à occuper 1 emplacement, à titre gratuit, sur le territoire de la commune d'Herlin le Sec, au Rond-Point de la Zone d'Activité d'Herlin-le-sec en vue de l'implantation de 4 caméras de vidéo protection, leurs supports, conducteurs d'alimentation et accessoires ainsi qu'un panneau en format A4 permettant à toute personne pouvant être visionnée de s'y attendre, ci-après décrits dans l'article 5 de la présente convention.

Les caméras seront ancrées sur un candélabre situé au niveau du rond-point de la zone industrielle appartenant à la commune.

Un raccordement électrique vers les caméras sera réalisé par Enedis parcelle 000 ZA 22.

Un état des lieux des Biens est dressé contradictoirement entre l'occupant et la mairie, ou son représentant, à la date de mise à disposition des Biens.

Lesdits équipements sont susceptibles d'être remplacés ou modifiés par Ternois Com au cours de la convention. Les modifications non substantielles (remplacement par des équipements similaires) feront l'objet d'une information préalable auprès de la commune. Toute modification substantielle des équipements (changement de nature, augmentation ostensible du volume des équipements) devra être préalablement autorisée par écrit par la commune. L'absence de réponse de la commune dans le délai de deux mois à réception de la demande vaudra accord tacite.

### ARTICLE 2 – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

Les Biens font partie du domaine public communal. La présente convention est consentie en application du code général de la propriété des personnes publiques. Au regard du caractère de domanialité publique des Biens, les règles du droit commun en matière de location de locaux ou emplacements à usage commercial et les lois spéciales sur les baux sont inapplicables en l'espèce.

Conformément à l'article L.2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques, il est expressément convenu que l'Occupant n'aura aucun droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalisera, ou fera réaliser, sur les Biens.

L'Occupant est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la commune ne soit pas recherchée, notamment concernant les dispositions du code de l'urbanisme et de la construction, les installations classées, les dispositions relatives à la protection de l'environnement, les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité du personnel des établissements ouverts au public.

L'Occupant s'oblige à ses frais, risques et périls à remplir toutes formalités administratives ou de police, et à exécuter toutes modifications imposées pour l'exploitation de l'installation projetée, la commune étant dégagée de toute obligation de garantie à raison du refus de ces autorisations ou des conditions auxquelles elles sont subordonnées.

Aux termes des articles L.125-5 et R 125-23 à R 125-27 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires des biens immobiliers de toutes natures, doivent être informés par le vendeur ou le propriétaire, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé. Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet du département au Maire de la commune où sont situés les Biens est annexé à la présente convention (information sur les risques naturels et technologiques majeurs, zone de sismicité, information sur les sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique).

### ARTICLE 3 – CONTRACTUALISATION DE PRESTATION DE SERVICE

Conformément à la loi, les parties conviennent de l'impossibilité pour l'occupant de céder son titre. Toutefois, en l'espèce, un contrat de prestation de service a été conclu entre l'occupant et la société EIFFAGE pour l'installation, la location et la maintenance quinquennale du matériel de vidéo protection.

### ARTICLE 4 – ACCES

L'occupant doit veiller à ce que son personnel et toute personne se rendant sur les Biens à sa demande, aient connaissance et observent strictement les consignes particulières de sécurité.

### ARTICLE 5 –UTILISATION DES BIENS ET AMENAGEMENTS

La présente convention est consentie afin de permettre à l'occupant, ou toute personne dûment mandatée par elle, d'installer sur les biens les supports et ancrages pour les éléments de réseau de vidéo protection, le matériel vidéo ainsi que les panonceaux en format A4 permettant à toute personne pouvant être visionnée de s'y attendre. Toute autre utilisation des Biens, de quelle que nature que ce soit, est expressément interdite.

BIEN CONCERNE	MATERIEL VIDEO	ELEMENTS DE RESEAU DE VIDEO PROTECTION , CONDUCTEURS D'ALIMENTATION ET ACCESSOIRES	PANONCEAU D'INFORMATION FORMAT A4
ECLAIRAGE PUBLIC ROND POINT ZA	4 caméras fixe + plaque	X	X

L'occupant fait son affaire personnelle, sans recours contre la commune, de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'installation des caméras de vidéo protection.



Toutefois, si l'autorisation formelle de la commune devait être requise par l'autorité administrative, la commune s'engage à y apporter son concours dans les meilleurs délais.

L'occupant ayant seul la qualité de maître de l'ouvrage, il restera seul qualifié tant pour donner les instructions nécessaires à la poursuite des travaux que pour prononcer la réception de l'installation projetée. L'occupant assume toutes les responsabilités pouvant résulter de ces travaux et doit couvrir et faire couvrir tous les risques courus par des polices d'assurances souscrites conformément aux dispositions de l'article 11.

Pour tous autres travaux que l'occupant souhaiterait réaliser pendant la durée de la convention, il appartiendra à l'occupant d'obtenir l'autorisation préalable, expresse et écrite de la commune ainsi que de respecter les dispositions énoncées aux termes du présent article.

#### **ARTICLE 6 – DUREE**

La présente convention est consentie pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et pour se terminer le 31 juin 2028. Au terme de cette durée, l'occupant ne pourra prétendre au renouvellement tacite de la présente convention. L'expiration de la convention n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice de l'occupant.

#### **ARTICLE 7- MODALITES FINANCIERES : REDEVANCE, CHARGES ET FISCALITE**

Les dispositions des articles L. 2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) prévoit que l'occupation ou l'utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, excepté lorsque l'occupation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous.

La présente autorisation d'occupation temporaire est délivrée gratuitement à l'occupant, qui, en l'espèce, assure une mission de sécurité et tranquillité publiques qui bénéficie gratuitement à tous.

Dans le cadre d'un service mutualisé entre la commune et la communauté de communes du Ternois, il est convenu que la commune :

- Règlera les dépenses engagées pour la fourniture de l'électricité des caméras, conducteurs d'alimentation et éléments de réseau de vidéo protection
- Alimentera le dispositif de vidéo protection en électricité 24H/24 et 7 jours/7

L'occupant doit souscrire toutes les déclarations nécessaires à l'accomplissement de toutes obligations fiscales lui incombant et sous sa propre responsabilité. Tous les frais, droits, taxes et honoraires auquel l'occupant est assujéti du fait de l'utilisation des Biens, des caméras de vidéo protection ainsi que de toutes les éventuelles installations réalisées et dont il demeure propriétaire pendant la durée du présent contrat, seront supportés par l'occupant.

### **ARTICLE 8-ENTRETIEN ET REPARATION**

L'occupant jouit des Biens dans les conditions qui en garantissent la bonne conservation et la compatibilité avec l'affectation du domaine.

La commune prend à sa charge le cas échéant tous les travaux d'élagage, rendus nécessaires pour le bon fonctionnement des caméras de vidéo protection, des arbres et arbustes situés sur le domaine public communal, à proximité immédiate des Biens.

La commune s'engage à informer sans délai Ternois Com de tous dommages ou dégradations qu'elle viendrait à constater concernant les installations du dispositif de vidéoprotection.

### **ARTICLE 9-TRAVAUX COMMUNAUX**

Dans le cas où des travaux seraient décidés pour tout motif d'intérêt général ou besoin communal, la commune se réserve le droit de les exécuter ou les faire exécuter partout où besoin est. Dans une telle hypothèse, l'occupant est tenu de supporter à toute époque, qu'elle qu'en soit la durée, sans aucune indemnité, les travaux réalisés dans le périmètre des Biens. La responsabilité de la commune ne peut être recherchée en cas d'interruption ou perturbations de la fourniture de prestations d'énergies telles que l'électricité à l'occasion des travaux qu'elle aurait entrepris dans la commune.

### **ARTICLE 10-RESPONSABILITE – ASSURANCES**

L'occupant sera responsable de tout dommage qui pourrait subvenir à l'occasion de l'installation, du fonctionnement, de l'entretien ou de la dépose des installations visées à l'article 5 de la présente convention. A cet effet, elle fera son affaire de la souscription de tout contrat d'assurance garantissant l'ensemble de ces risques, y compris les dommages causés aux Biens résultat des travaux et interventions sur le dispositif. Elle fera son affaire personnelle de toute dégradation ou détérioration que pourraient subir ses équipements, ou ceux de son mandataire, du fait des tiers.

### **ARTICLE 12-RESILIATION - LIBERATION**

La commune se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention, à toute époque, sans indemnité, dans le cas où ce retrait s'imposerait pour les besoins communaux ou tout autre motif d'intérêt général, à la condition d'en aviser l'occupant 3 mois à l'avance par pli recommandé avec accusé de réception.

En cas d'inobservation par l'occupant des obligations énoncées aux termes des présentes, la commune le mettra en demeure par pli recommandé avec accusé de réception d'avoir à s'y conformer dans un délai fixé par la mise en demeure. A défaut pour l'occupant de s'y



conformer dans ce délai, la commune peut, par pli recommandé avec accusé de réception, mettre immédiatement fin à la présente convention, sans indemnité.

En cas de retrait ou de non –renouvellement des autorisations accordées à Ternois Com pour l'exploitation des dispositifs de vidéo protection, de cas fortuit rendant impossible l'exploitation du site ou par décision de Ternois Com prévoyant le retrait des dispositifs de vidéo protection, la présente convention perdra tout objet et pourra être résiliée par Ternois Com à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sous réserve de respecter le délai de prévenance de 15 jours minimum.

A l'expiration ou à la résiliation de la présente convention, l'occupant, ou son mandataire, doit à ses frais, risques et périls, démonter les caméras de vidéo protection, les différents supports d'ancrage ainsi que tout ouvrage, installation et construction qu'il aura éventuellement réalisés sur les Biens, à moins que la commune, 2 mois avant cette date, l'informe de son intention de renoncer en tout ou en partie à leur démontage. Dans une telle hypothèse, tout ouvrage ou construction éventuellement réalisés deviendront de plein droit et gratuitement la propriété de la commune. Faute pour l'occupant d'effectuer le démontage ou les enlèvements prévus ci-dessus, la commune peut y procéder ou y faire procéder et libérer les Biens aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 13-JURIDICTION ET DROIT APPLICABLE**

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Lille (59), compétent après épuisement des voies de recours amiables.

Fait à Saint Pol sur Ternoise, le , en 2 exemplaires,

Pour l'occupant Marc BRIDOUX, Président Communauté de Communes du Ternois	Pour la commune, Jean-Daniel CAPON, Maire Commune d'Herlin le Sec
--	--

AJNNEXE 1

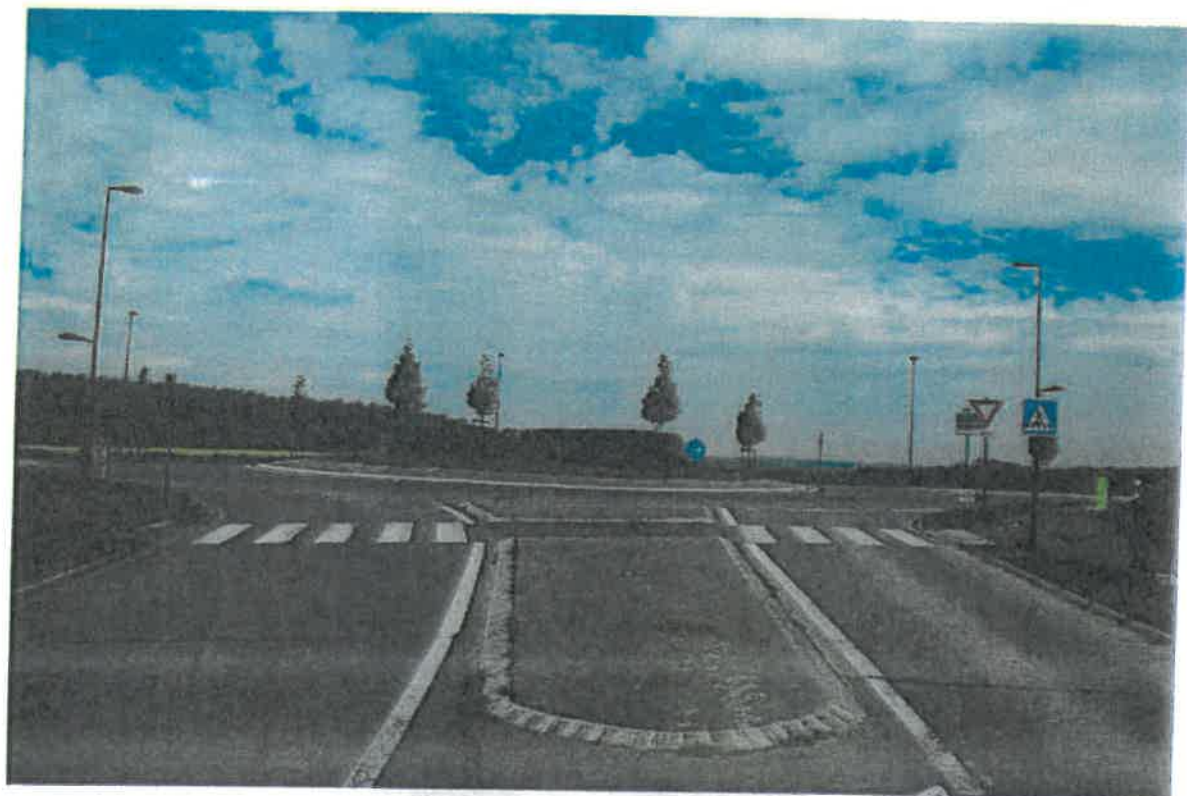
Envoyé en préfecture le 21/07/2023

Reçu en préfecture le 21/07/2023

Publié le

ID : 052-200069672-20230712-026\_12072023-DE













Envoyé en préfecture le 21/07/2023

Reçu en préfecture le 21/07/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20230712-026\_12072023-DE



**CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE  
VIDÉOPROTECTION ET TRAITEMENT DES IMAGES ENREGISTRÉES :**

**ENTRE**

La communauté de communes du Ternois, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, n° SIRET 200 069 672 00 174, dont le siège social se situe 400 rue de Maisnil 62130 HERLIN LE SEC, représentée par Monsieur Marc BRIDOUX, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet

Ci-après dénommée « Ternois Com »

**ET**

La commune de Saint Pol sur Ternoise, dont le siège social se situe BP 40109, place de l'Hôtel de Ville, 62166 ST POL SUR TERNOISE Cedex, représentée par son Maire, Madame VASSEUR Danielle.

**ET**

La commune d'Herlin le Sec, dont le siège social se situe au 16 rue du village, 62130 HERLIN LE SEC, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Daniel CAPON.

**ET**

La Compagnie de Gendarmerie de Saint Pol Sur Ternoise, 34 rue Canteraine, 62130 SAINT POL SUR TERNOISE, représentée par le Commandant de Compagnie, le Capitaine CHAMPAIN Xavier.

**1) Obligations des agents autorisés au visionnage :**

Il est à noter que le système de vidéoprotection mis en place par Ternois Com ne fait pas l'objet d'un visionnage quotidien par un agent missionné à cet effet.

Un centre de supervision est installé au siège de la Communauté de Communes au 400 rue de Maisnil, 62130 HERLIN LE SEC. Un écran est mis à disposition et chaque utilisateur doit entrer un mot de passe et login personnel afin d'accéder au visionnage, ou encore aux logiciels d'extraction des données.

Les agents de l'intercommunalité Ternois.com, autorisés au visionnage et à l'utilisation du système sont formés à cet effet et soumis au respect du secret professionnel et à l'obligation de discrétion des fonctionnaires territoriaux rappelée par l'article 26 de la loi du 13 juillet 1983, ainsi qu'aux dispositions sur la violation du secret professionnel fixées aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Il est interdit aux agents d'utiliser les images pour un autre usage que la garantie de la sécurité et de la salubrité publique. Il est interdit aux agents de divulguer ou de communiquer le contenu des images observées en dehors de leurs missions de police.

Dans le cadre de la présente convention, voici la liste des personnes autorisés à accéder au visionnage et son exploitation dans le cadre légal :

-Les agents « Ternois Com » habilités à accéder aux images.

-Les deux agents de police judiciaire adjoints de la police municipale de la Commune de Saint Pol sur Ternoise.

-Les Maires des communes concernés par cette convention.

## **2) Conservation et destruction des images :**

Le délai de conservation des images est de 15 jours. L'effacement est réalisé automatiquement par le système.

Des sauvegardes peuvent être réalisées en cas de dérogation prévue par la loi dans le cas d'une enquête de flagrance, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire et sur réquisition écrite d'un Officier de Police Judiciaire de la Police Nationale ou de la Gendarmerie Nationale.

Ces sauvegardes doivent impérativement être faites dans le délai restreint de 15 jours, au terme duquel les images sont automatiquement effacées.

La visualisation des enregistrements des Images vidéo est autorisée pour les personnes spécifiquement nommées par note de service interne pour les professionnels de l'intercommunalité, en conformité aux personnes déclarées sur la demande d'autorisation préfectorale, ainsi que celles désignées par la présente convention.

En dehors des cas prévus par la législation, toute reproduction, par quelque moyen que ce soit est strictement interdite.

## **3) Communication des enregistrements :**

Seul un officier de police judiciaire est habilité à se saisir du support comportant des enregistrements d'images vidéo, après en avoir fait la réquisition écrite.

La maire de la commune de Saint Pol sur Ternoise, en sa qualité d'officier de police judiciaire, pourra donc missionner les agents de police judiciaire adjoints de la police municipale aux fins de visionnage et éventuellement d'extraction des images de vidéoprotection.

Un registre écrit est tenu pour la délivrance de l'objet de la réquisition.

Ce registre mentionne le nom de l'Officier de Police Judiciaire requérant, l'identité de l'agent de police judiciaire adjoint désigné par l'OPJ, le sujet, la date et l'heure des faits contenus sur la copie, ainsi que le type de support sur lequel les images sont gravées.

Le registre est signé par la personne désignée par l'Officier de Police Judiciaire signataire de la réquisition.

## **4) Droit d'accès pratique aux images :**

L'agent de police judiciaire adjoint effectuant dans le délai imparti la demande de visionnage ou d'extraction, sous couvert de la réquisition de l'OPJ, doit dans ce cadre prendre contact avec la liste des personnes désignées à cet effet au sein de Ternois Com.

A côté des personnes nommément désignées par la note de service interne des coordonnées téléphoniques seront également inscrites. A chaque modification de la liste, Ternois.com s'engage à fournir sans délai à la Communauté de Brigades de Saint-Pol-sur-Ternoise la liste réactualisée.

Dans ce cadre, la personne contactée accompagnera l'agent qui en fait la demande jusqu'au local où se trouve le matériel.

Fait à Saint-Pol-sur-Ternoise,

En 4 exemplaires,

**Monsieur Le Président**

**Marc BRIDOUX**

**Monsieur le Maire d'Herlin Le Sec**

**Jean-Daniel CAPON**

**Madame la Maire de Saint Pol sur Ternoise**

**Danielle VASSEUR**

**Le Commandant de Compagnie**

**de Saint Pol Sur Ternoise**

**Xavier CHAMPAIN**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°27/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

**Présents ou représentés :** Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

**Secrétaire de Séance :** Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>VOTE</b>	<b>Objet de la Délibération :</b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Cession des objets de la Boutique et des Monnaies de Paris du Donjon de Bours à la SPL Arras Pays d'Artois</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 13 décembre 2022, il avait été décidé de confier la gestion et l'animation du Donjon de Bours, de ses abords et de la maison d'accueil à la SPL Arras Pays d'Artois Tourisme.

La Maison du Donjon disposant d'une boutique composée de divers produits en lien avec le Donjon et l'époque médiévale depuis son ouverture au public en juin 2019, la SPL Arras Pays d'Artois se propose de racheter les objets restant à commercialiser décrits ci-dessous :

<b>Libellé article</b>	<b>Stock initial</b>	<b>Stock effectif au 31/12/2022</b>	<b>Valeur totale (€ TTC)</b>
Bijou pour enfant	100	33	91,08
Epée en bois	100	23	99,36
Livre "Donjon de Bours" Sartiaux	1000	100	1 428,00
Livre "La Maison de Sainte-Aldegonde" Delvaux	35	15	360,00
Livre enfant "A la découverte du Donjon de Bours" La petite boîte		226	794,62
Mug	300	25	79,13
Sifflet à eau	60	31	558,00
Monnaie de Paris Donjon	100	64	160,00
<b>TOTAL</b>			<b>3 570,19</b>

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser le Président à rétrocéder l'ensemble des objets de la boutique du Donjon décrit ci-dessus à la SPL Arras Pays d'Artois pour un montant total de 3 570,19 €.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 24/07/2023

et publication et notification le 24/07/2023





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°28/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIE Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Création du Comité des Partenaires de TernoisCom dans le cadre de la mobilité Désignation de sa composition et des modalités de fonctionnement</b>

La séance ouverte,

**Références :**

Vu la Loi °2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (dite LOM), en son article 15 qui rend obligatoire pour chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) la création d'un comité des partenaires ;

Vu la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en son article 141 qui rend obligatoire l'intégration dans le comité des partenaires au minimum de 2 habitants tirés au sort conformément aux conditions rajoutées par la loi ;

Vu le Code des Transports en son article L 1231-5 qui vient préciser ses modalités de création, dont la création à minima de 3 collèges représentants des employeurs, d'associations d'usagers et de la société civile (dont des habitants) ;

Vu la délibération communautaire n°4 du 19 mars 2021 de prise de compétence « Autorité Organisatrice de la Mobilité ».

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

## **I- Les modalités de fonctionnement du comité des partenaires**

Le comité des partenaires, instance consultative relative aux problématiques de la mobilité, est présidé par le Président de TernoisCom ou de son représentant, et se réunit au moins une fois par an sur invitation de ce dernier.

Il émet un avis simple mais obligatoire pour l'ensemble des sujets mentionnés ci-dessous. Les différentes modalités de fonctionnement qui lui incombent sont indiquées dans un règlement intérieur.

## **II- Les objectifs et attributions du comité des partenaires**

La volonté de la LOM par la création d'un comité des partenaires est d'assurer la garantie d'un dialogue permanent entre l'AOM, les divers acteurs de la mobilité sur le territoire, et les associations d'employeurs, d'usagers ou encore d'habitants du territoire.

De plus, la Région a défini des bassins de mobilité en concertation avec les AOM locales. Les périmètres de ces bassins ont été définis en fonction des flux de mobilité constatés sur le territoire, et ils ont pour objectif de coordonner les politiques publiques locales de la mobilité et les actions collectives des AOM. Pour cela, la Région s'appuie sur des Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) qu'elle mettra en place à l'échelle de chaque bassin. Ternois Com est concerné par 2 bassins de mobilité : Arrageois et Littoral sud.

Le comité des partenaires doit se réunir à minima une fois par an, notamment pour dialoguer sur le suivi et l'évaluation de l'offre de transport du territoire à la disposition des usagers. Ce dernier est compétent pour suivre l'évolution et la mise en œuvre du COM sur le ou les bassins de mobilités desquels dépend l'AOM. Il est également consulté avant toute évolution potentielle de l'offre de mobilité ou de la politique tarifaire de l'AOM. De surcroît, ce comité émet un avis sur la qualité des services et l'information des usagers existantes. Il est aussi consulté sur toute instauration ou encore évolution du taux du versement mobilité. Enfin, le comité des partenaires rend un avis sur l'adoption des documents de planification relatifs à la politique de mobilité. Ce sera d'ailleurs le cas prochainement sur le Plan de Mobilité Simplifié (PMS) de la communauté de communes.

## **III- La composition du comité des partenaires**

L'article L.1231-5 du Code des transports précédemment cité prévoit la création du comité des partenaires se composant à minima de représentants d'employeurs et d'associations d'usagers ou d'habitants. Toutefois, aucun chiffre minimal n'est requis pour sa composition et laisse une grande liberté quant au choix et au nombre de représentants laissés à l'AOM.

En conséquence, il est proposé de fixer la composition du Comité des partenaires de Ternois Com à 21 membres, selon les désignations suivantes et répartie en 4 collèges comme suit :

- **Collège de représentants élus des collectivités (6 membres) :**
  - o Le Président de TernoisCom
  - o Un Vice-Président de TernoisCom
  - o 2 représentants des bourg-centres
  - o 2 représentants des communes rurales
- **Collège de représentants des employeurs privés (6 membres) :**
  - o Un représentant territorial de la CCI
  - o Un représentant des grandes entreprises
  - o Un représentant des petites et moyennes entreprises
  - o Un représentant du secteur de la santé
  - o Un représentant du secteur alimentaire et commercial
  - o Un représentant du secteur culture et loisirs

- **Collège de représentants de la société civile et des habitants (6 membres) :**
  - Un représentant des structures pour les personnes à mobilité réduite
  - Deux représentants d'habitants tirés au sort
  - Un représentant des réseaux de transport du territoire
  - Un représentant de l'office de tourisme
  - Un représentant des services publics à la population du territoire
- **Collège de représentants de l'enseignement et de la formation (3 membres) :**
  - Un représentant de l'enseignement secondaire
  - Un représentant du rectorat
  - Un représentant du secteur de la formation et de l'insertion

Les représentants sont des membres désignés par arrêtés du Président de la Communauté de Communes du Ternois, et ils sont nommés pour la durée du mandat du conseil communautaire ; même si la nomination intervient en cours de mandat.

Pour ce qui concerne les représentants d'habitants, ils seront désignés par tirage au sort à la suite d'un appel à candidatures piloté par la communauté de communes (communication par voie d'affiches et numériques). Les personnes souhaitant devenir des représentants d'habitants doivent faire acte préalable de candidature, n'avoir aucun mandat électif, ne représenter et ne faire partie d'aucune des instances intégrées au comité et être majeures.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'approuver la création du Comité des partenaires et ses 4 collèges, son règlement intérieur et les modalités de fonctionnement susmentionnées.

D'approuver la désignation des 2 représentants d'habitants par tirage au sort à la suite d'un appel à candidatures piloté par la Communauté de Communes du Ternois.

D'autoriser le Président à prendre un arrêté de nomination des 20 représentants du comité des partenaires.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 19/07/2023

et publication et notification le 19/07/2023



---

*Comité des partenaires de la Mobilité du Ternois*

---

**ANNEXE 1 : REGLEMENT INTERIEUR**

La loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, complétée par l'article L231-5 du Code des transports et la loi climat et résilience du 22 août 2021, indique la création d'un comité des partenaires lors de la prise de compétence mobilité.

Ce comité des partenaires a pour objectif un dialogue permanent entre l'Autorité Organisatrice de Mobilité, les usagers, les habitants et les différents acteurs de la mobilité sur le territoire. En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, TernoisCom a donc créé son comité des partenaires, institué par le conseil communautaire en date du 12 juillet 2023.

L'objectif de ce règlement intérieur est de définir, la composition ainsi que les modalités de fonctionnement de ce comité.

**Article 1 – les attributions du comité des partenaires**

Le comité des partenaires est consulté avant toute adoption de document de planification ayant un volet portant sur la mobilité, et avant toute instauration ou évolution du taux de versement mobilité ayant pour objectif de financer des services de mobilité.

L'autorité organisatrice de la mobilité consulte également le comité des partenaires quant à la modification ou l'évolution potentielle de l'offre de mobilité, de la qualité des services et de l'information aux usagers, ainsi que la modification de la politique tarifaire.

Enfin, le comité des partenaires peut être interrogé concernant tout sujet ayant trait à la mobilité sur le territoire.

Ce comité des partenaires est obligatoirement saisi pour les cas susmentionnés, mais il rend un avis simple, qui ne contraint pas l'autorité organisatrice de la mobilité.

**Article 2 – Convocation du comité des partenaires**

La convocation du comité des partenaires est faite par le Président de la collectivité ou son représentant.

Elle est adressée au moins 7 jours francs avant la date de la réunion et est envoyée par courriel, ou par courrier postal (pour les personnes qui en font la demande), à chacun des membres du comité.

L'ordre du jour est mentionné sur la convocation transmise.

En cas de nécessité, le Président ou son représentant peut inscrire un sujet complémentaire à l'ordre du jour, en début de séance.

### **Article 3 – organisation des réunions du comité des partenaires**

Le comité des partenaires délibère sans condition de quorum afin de pouvoir rendre son avis.

La réunion donne lieu à un compte-rendu, approuvé par le président ou son représentant, et qui est envoyé à l'ensemble des membres du comité par voie électronique ou par courrier postal aux personnes en faisant la demande.

De plus, si le Président ou son représentant le décide et que le contexte le nécessite, la réunion du comité des partenaires peut se tenir en format dématérialisée par visioconférence par exemple. Toutefois, dans ce cas, le Président ou son représentant est tenu d'assurer l'accessibilité à la réunion à chacun des membres.

### **Article 4 – adoption des avis**

Lorsqu'il est consulté, le comité des partenaires doit rendre un avis préalablement à toute délibération du conseil communautaire, pour les cas mentionnés dans le Code des transports à l'article L.1231-5 et repris ci-dessus.

Lorsqu'il doit donner son avis, le vote du comité des partenaires s'effectue à main levée. En cas d'égalité, le Président ou son représentant a une voix prépondérante. Le Président ou son représentant, peut demander un avis individuel à chaque membre, s'il le juge nécessaire, et ces avis figureront dans le compte-rendu mentionné ci-dessus.

L'avis du comité des partenaires est rendu à la majorité des membres présents ou qui sont représentés.

### **Article 5 – composition du comité des partenaires**

Le comité des partenaires de la mobilité sur le territoire du Ternois est composé de représentants d'élus communautaires, d'élus communaux, d'habitants, d'usagers, de représentants d'employeurs, d'associations relatives à la mobilité ou encore de représentants des partenaires institutionnels. Il est présidé par le Président de la Communauté de communes du Ternois.

Le comité des partenaires compte 21 membres répartis en 4 collèges, la répartition se fait comme suit :

- Collège 1 : représentants élus des collectivités
- Collège 2 : représentants des employeurs privés
- Collège 3 : représentants de la société civile et des habitants
- Collège 4 : représentants de l'enseignement et de la formation

Les représentants sont des membres désignés par arrêtés du Président de la communauté de communes du Ternois, et ils sont nommés pour la durée du mandat du conseil communautaire ; même si la nomination intervient en cours de mandat.

### **Article 6 – Police des réunions du comité des partenaires**

Les sujets abordés lors des débats doivent s'inscrire dans l'ordre du jour mentionné en début de réunion, et il est possible pour les membres du comité, de demander l'inscription d'un sujet à l'ordre du jour, au Président ou à son représentant, au moins deux jours francs avant la date de la réunion.

Le Président ou son représentant est garant de la bonne conduite des séances et du respect dudit règlement intérieur. En cas de non-respect, le Président ou son représentant peut suspendre ou ajourner la réunion du comité.

La présidence de ce comité des partenaires est confiée au Président de TernoisCom ou son représentant.

Tout ou partie de ce règlement intérieur pourra faire l'objet d'un avenant.

La participation des membres aux travaux et aux réunions du comité des partenaires se fait de façon bénévole.

Selon l'ordre du jour établi, le comité peut sur proposition du Président ou de son représentant, convier toute personne dont l'audition lui paraît utile pour rendre un avis ou être informé sur le sujet.



## Annexe 2

### Règlement du tirage au sort de l'appel à candidature du comité des partenaires

#### **Préambule**

La loi n°2021-1104 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets en date du 24 août 2021 est venue modifier les dispositions du Code des transports, notamment en ce qui concerne la composition du comité des partenaires. Désormais, le comité des partenaires doit associer des habitants de l'Etablissement public de coopération intercommunal, préalablement tirés au sort par la collectivité. Le présent règlement a donc pour objet de définir les conditions et les modalités du tirage au sort de deux habitants invités à siéger au Comité des partenaires, pour la durée restante du mandat électoral, soit jusqu'en 2026.

#### **Article 1 : Organisation**

Le service mobilité de la Communauté de Communes du Ternois (CCT), dont le siège se situe à l'Hôtel Communautaire – Parc des Moulins, 62130 Herlin-le-Sec, va organiser le tirage au sort des deux habitants afin de répondre aux obligations légales. L'appel à candidature est ouvert du 21 août au 30 septembre 2023.

#### **Article 2 : Conditions de participation**

Le tirage au sort est ouvert à toute personne physique majeure âgée de plus de dix-huit ans, résidant dans l'une des communes-membres de TernoisCom, à l'exception des collaborateurs permanents et occasionnels de la Communauté de Communes du Ternois, des membres employés dans une structure déjà représentées, des élus représentatifs des collectivités territoriales, ainsi que des membres déjà nommés du Comité des Partenaires.

Les 103 communes considérées sont les suivantes : Anvin – Aubrometz – Aumerval – Auxi-le-Château – Averdoingt – Bailleul-lès-Pernes – Beauvois – Bergueneuse – Bermicourt – Blangerval-Blangermont – Boffles – Bonnières – Boubers-sur-Canche – Bouret-sur-Canche – Bours – Boyaval – Brias – Buire-au-Bois – Buneville – Conchy-sur-Canche – Conteville-en-Ternois – Croisette – Croix-en-Ternois – Écoivres – Eps – Équirre – Érin – Fiefs – Flers – Fleury – Floringhem – Fontaine-lès-Boulans – Fontaine-lès-Hermans – Fontaine-l'Étalon – Fortel-en-Artois – Foufflin-Ricametz – Framecourt – Frévent – Gauchin-Verloingt – Gennes-Ivergny – Gouy-en-Ternois – Guinecourt – Haravesnes – Hautecloque – Héricourt – Herlincourt – Herlin-le-Sec – Hericourt – Hestrus – Heuchin – Huclier – Humeroëuille – Humières – Ligny-sur-Canche – Ligny-Saint-Flochel – Linzeux – Lisbourg – Maisnil – Marest – Marquay – Moncheaux-lès-Frévent – Monchel-sur-Canche – Monchy-Breton – Monchy-Cayeux – Monts-en-Ternois – Nédon – Nédonchel – Neuville-au-Cornet – Nœux-lès-Auxi – Nuncq-Hautecôte – Œuf-en-Ternois – Ostreville – Pernes – Pierremont – Le Ponchel – Prédefin – Pressy – Quœux-Haut-Maînil – Ramecourt – Roëllecourt – Rougefay – Sachin – Sains-lès-Pernes – Saint-Michel-sur-Ternoise – Saint-Pol-sur-Ternoise – Séricourt – Sibiville – Siracourt – Tangry – Teneur – Ternas – La Thieuloye – Tilly-Capelle – Tollent – Troisvaux – Vacquerie-le-Boucq – Valhuon – Vaulx – Villers-l'Hôpital – Beauvoir-Wavans – Wavrans-sur-Ternoise – Willencourt – Vitz-sur-Authie

#### **Article 3 : Modalités de participation**

La participation à ce tirage au sort est gratuite et la participation au Comité des Partenaires n'engendra aucune rémunération de quelque nature que ce soit. En cas d'annulation ou de report d'une séance du Comité des Partenaires, aucune indemnité ne pourra être demandée. Afin de candidater, toutes les

personnes intéressées devront remplir, pendant la durée visée à l'article 1, un formulaire déposé en ligne sur le site de TernoisCom. Le formulaire pourra également être retiré dans les agences de TernoisCom : Pernes-en-Artois ( 7 rue de l'Eglise, 62550 Pernes-en-Artois) ; Frévent (10 rue d'Hesdin, 62270 Frévent) ; Auxi-le-Château ( 36 rue Salengro, 62390 Auxi-le-Château) ; Hôtel communautaire ( Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil, 62130 Herlin-le-Sec).

Toute participation devra être loyale, il est rigoureusement interdit, par quelque procédé que ce soit, de modifier ou de tenter de modifier les dispositifs de tirage au sort proposés, notamment afin d'en modifier les résultats.

#### **Article 4 : Modalités de tirage au sort**

Un tirage au sort sera effectué parmi les candidatures reçues, par le Président de TernoisCom, le 03/10/2023. Les candidatures seront recensées sur un fichier Excel dans l'ordre de saisie, et l'outil de tirage au sort sera celui de Google nommé « le nombre aléatoire ». Deux habitants seront tirés au sort et contactés dans un délai de deux semaines à compter du jour du tirage au sort, grâce aux coordonnées renseignées dans les formulaires de participation. Les candidats retenus autorisent toutes les vérifications nécessaires de leur identité, avec présentation d'un justificatif (Carte Nationale d'Identité, Passeport, Titre de Séjour en cours de validité). Toute fausse déclaration d'identité entraînera l'annulation de la participation au tirage au sort et en conséquence, la nullité de la nomination au Comité des Partenaires.

#### **Article 5 : Convocation au Comité des Partenaires**

Les deux habitants tirés au sort seront convoqués aux réunions du Comité des partenaires, dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales. Leur nomination est faite pour la durée restante du mandat des membres du Comité des Partenaires, à savoir jusqu'au renouvellement électoral de 2026.

#### **Article 6 : Dépôt du règlement**

La participation au tirage au sort implique l'acceptation pleine et entière des clauses du présent règlement. Le règlement du tirage au sort est disponible sur le site internet [www.ternoiscom.fr](http://www.ternoiscom.fr) et dans les agences citées à l'article 3.

#### **Article 7 : Connexion et utilisation**

La participation au tirage au sort implique la connaissance et l'acceptation des caractéristiques et des limites de l'internet, l'absence de protection de certaines données contre des détournements éventuels ou piratages et risques de contamination par des éventuels virus circulant sur le réseau. La Communauté de Communes du Ternois décline toute responsabilité en cas de mauvaise utilisation ou d'incident lié à l'utilisation du smartphone ou de la tablette tactile, de l'accès à internet, de la maintenance ou du dysfonctionnement des serveurs, de la ligne téléphonique ou de toute autre connexion technique.

#### **Article 8 : Litiges et Responsabilités**

Le présent règlement est soumis à la loi française. TernoisCom se réserve le droit d'écourter, de proroger, de modifier, de réfuter, d'annuler le présent tirage au sort si les circonstances l'exigent. Sa responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

La participation au tirage implique l'acceptation sans réserve du présent règlement, dans son intégralité, dans sa version en vigueur au moment de la participation. Si une ou plusieurs stipulations

du présent règlement étaient déclarées nulles ou non-avenues, les autres clauses garderaient toute leur force et leur portée.

Toute déclaration inexacte ou mensongère, toute fraude entraînera la disqualification immédiate du participant. Toutefois, en cas de questions ou commentaires relatifs à l'organisation du tirage au sort, son règlement ou en cas de contestations, les participants pourront s'adresser, jusqu'à dans les 30 jours suivants la fin du tirage au sort à la :

Communauté de Communes du Ternois, Hôtel communautaire, Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil, 62130 Herlin-le-Sec

Tout litige né du fait de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent règlement sera soumis, à défaut d'une résolution amiable entre les parties, aux tribunaux compétents du lieu du siège de la Communauté de Communes de TernoisCom.

#### **Article 9 : Informatique et libertés**

Des données à caractère personnel seront collectées dans le cadre du tirage au sort prévu pour élire des usagers au comité des partenaires (L1231-5 du code des transports). Ces données sont traitées conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces données ne peuvent être traitées que pour la bonne gestion du tirage au sort, l'analyse des candidatures, la saisie des résultats et le tirage au sort. Si l'utilisateur n'est pas tiré au sort, ses données ne seront conservées et traitées que pour la durée nécessaire au tirage au sort et ne pourront faire l'objet d'aucun archivage ; si l'utilisateur est tiré au sort ses données seront conservées toute la durée du mandat électoral en vigueur au sein du comité des partenaires soit jusqu'en 2026. Après cette date, elles ne pourront faire l'objet d'aucun archivage.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 05/07/2023

 Séance du 12 juillet 2023  
 Délibération n°29/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Adhésion de la Communauté de Communes du Ternois au Centre de Développement des Eco-Entreprises (CD2E)</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que

Vu la délibération n°2022/02 du PETR Ternois - 7 Vallées d'adoption du PCAET ;

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le Centre de Développement des Eco-entreprises (CD2E) a pour vocation de faciliter la transition énergétique et écologique de l'économie régionale des Hauts-de-France. Depuis 2002, cette association soutient, conseille et forme les entreprises et les territoires sur les secteurs du bâtiment durable, des énergies renouvelables décentralisées et de l'économie circulaire.

Les principales missions du CD2E sont :

- La création et la mise à disposition de l'information (centre de ressources) ;
- L'accompagnement des entreprises et des territoires ;
- La structuration de nouveaux marchés et de nouvelles filières à l'échelle régionale.

Les consultants experts de cette structure accompagnent les territoires afin de :

- Construire et rénover les bâtiments de façon durable et performante ;
- Développer l'usage des énergies renouvelables ;
- D'intégrer systématiquement l'économie circulaire dans les démarches.

L'adhésion au CD2E initialement inscrite dans la programmation du syndicat mixte PETR Ternois-7 Vallées, permet l'accès aux services suivants :

- Développement et animation du réseau permettant la collaboration entre les adhérents et les acteurs clés de l'éco-transition régionaux ;
- Accès aux ressources documentaires (études techniques, états des lieux des filières, ressources d'ateliers passés, comptes-rendus de groupes de travail, etc.) ;
- Tarifs préférentiels sur les formations et événements portés par le CD2E, les événements partenaires et les visites des démonstrateurs ;
- Promotion de notre structure et de nos projets auprès de cibles sélectionnées ;

Au-delà de ces éléments, cette adhésion est un préalable à une coopération plus étroite visant à établir une stratégie sur la structuration des filières biosourcées et le déploiement des énergies renouvelables (notamment le solaire) sur le territoire.

Ces deux objectifs structurants participent au développement de la politique climat-air-énergie engagée depuis 2011, et s'intègrent à la stratégie PCAET Ternois 7 Vallées approuvée le 07 février 2022, au travers notamment des fiches actions suivantes :

- Action n°7 : Conforter les filières locales de production non alimentaire ;
- Action n°14 : Utiliser la commande publique pour financer la transition ;
- Action n°22 : Favoriser l'utilisation des EnR lors des opérations de rénovations globales ;
- Action n°23 : Favoriser l'usage de matériaux biosourcés et issus des filières locales pour les rénovations et nouvelles constructions ;
- Action n°24 : Sensibiliser les habitants au développement durable ;
- Action n°26 : Développer le photovoltaïque ;
- Action n°27 : Développer le solaire thermique ;
- Action n°28 : Développer les installations "bois-énergie" collectives ;
- Action n°32 : Accompagner les projets EnR citoyens (notamment micro-chaufferies bois et solaires).

Compte tenu de l'intérêt pour la Communauté de Communes du Ternois de bénéficier des services et de l'expertise proposée par le CD2E dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions du PCAET, il est proposé l'adhésion de l'EPCI à cette structure.

Les frais d'adhésion au titre de l'année 2023 s'élèvent à 1 440€ correspondant à l'offre proposée aux collectivités et structures associées regroupant un nombre d'habitants compris entre 20 000 et 50 000.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'adhérer à l'association Conseil de Développement des Eco-entreprises (CD2E).

D'acquitter de la cotisation annuelle de 1 440€ au titre de l'année 2023.

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2023 pour cette adhésion.

D'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/07/2023  
19/07/2023



Marc BRIDOUX





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 05/07/2023

Séance du 12 juillet 2023  
Délibération n°30/12.07.2023

L'an deux mil vingt-trois et le douze juillet à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. FAYE Francis d'Aubrometz, M. TIQUET Philippe de Beauvois, M. BEHARELLE Christopher de Bergueneuse, M. COLIN Xavier de Blangerval Blangermont, M. VAMBERGUE Marc de Boyaval, M. HABERT Jean-Claude de Conteville en Ternois, M. BERON Régis de Croix en Ternois, M. LECLERCQ Cédric d'Erin, M. POMART Eric de Fontaine les Hermans, M. TRANNIN Alain de Fontaine l'Etalon, M. VISCHERY Léon de Guinecourt, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, M. BOCQUILLON Sébastien d'Humières, Mme DEWARUMETZ Jacqueline de Le Ponchel, M. FOURDINIER Jean-Noël de Linzeux, Mme HERTAULT Julie de Moncheaux les Frévent, M. DELEAU François de Monts en Ternois, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. MALLE Bernard de Pressy, M. GUILBERT Bruno de Saint Pol sur Ternoise, M. GAY Guillaume de Ternas, M. BEZU Régis de Tollent, M. BELVAS Hugues de Vacquerie le Boucq

Secrétaire de Séance : Mme Ingrid GAILLARD de Flers

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 90 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 110	POUR : 110 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Mobilité – Modification des statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts de France Mobilités</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle que par délibération en date du 14 avril 2023, le conseil communautaire a approuvé la mise en place d'un transport intercommunal sur le Ternois, permettant aux usagers de se rendre sur les bourgs-centres.

Ce transport baptisé « **ALLOCAR TERNOIS** » sera effectif à compter du 1er septembre 2023 au tarif de 2,00 € TTC par trajet et réalisé par KEOLIS, à titre expérimental pour une durée initiale de 6 mois qui pourra être renouvelée.

La signalisation et la communication de ce mode de transport sur l'ensemble des communes du territoire sont en cours.

Parallèlement, le **Syndicat Mixte Hauts de France Mobilités (SM HDFM)**, auquel TERNOISCOM a adhéré par délibération en date du 24 mars 2022, travaille sur un projet de « marché mutualisé de transport à la demande » à l'échelle de son territoire qui pourrait être complémentaire.

Afin de permettre aux EPCI membres intéressés de participer à la réflexion de ce projet et de rejoindre à leur rythme ce futur marché mutualisé, le SM HDFM a dû modifier ses statuts le 19 juin 2023, pour se constituer en centrale d'achat pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet ou à ses compétences.

Conformément à la réglementation et par courrier reçu le 10 juillet 2023, le SM HDFM a consulté chacun de ses membres afin de délibérer sur cette évolution statutaire.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver cette modification de statuts.

D'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

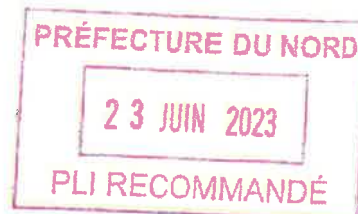
Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

19/04/2023  
19/04/2023



**COMITE SYNDICAL DU 19 JUIN 2023  
DE 10 H 00 à 12 H 00**

**DELIBERATION N° 2023 - 34**



**Objet : Révision des statuts permettant au syndicat mixte de se constituer en centrale d'achat**

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités, réuni le 19 Juin 2023 sous la Présidence de Monsieur Franck DHERSIN, son Président,

Vu le Code des transports et notamment ses articles L1231-10 à L 1231-13,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et notamment son Article 26

Vu la directive européenne n° 2014/24/UE du 26 février 2014 et notamment son article 37

Vu la directive européenne n°2014/25/UE du 26 février 2014, et notamment son article 55

Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants

Vu l'arrêté préfectoral de création du SMIRT en date du 17 Décembre 2009,

Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts du SMIRT en date du 3 décembre 2010,

Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts du SMIRT en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018,

Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts de Hauts-de-France Mobilités en date du 24 novembre 2022,

Vu l'arrêté préfectoral de révision de statuts de Hauts de France Mobilité du 14 Juin 2023,

Vu les statuts révisés du SMIRT par la délibération N°2015 – 03 adoptée lors de la séance du 26 janvier 2015,

Vu les statuts révisés du SMIRT par la délibération N°2018 – 07 adoptée lors de la séance du 26 mars 2018,

Vu les statuts révisés du SMIRT par la délibération N°2018 – 20 adoptée lors de la séance du 2 juillet 2018,

Vu les statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités par la délibération N°2018 – 37 adoptée lors de la séance du 20 décembre 2018,

Vu les statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités par la délibération N°2022-11 adoptée lors de la séance du 28 mars 2022,

Vu les statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités par la délibération N°2023-02 adoptée lors de la séance du 30 janvier 2023 et de son arrêté préfectoral en date du 14 Juin 2023,

104

### CONSIDERANT

- La mission de coordination des services de transport organisés par les AOM membres, mission inhérente aux syndicats mixtes SRU
- Le besoin pour le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités de pouvoir se constituer en centrale d'achat afin d'offrir à ses membres de meilleures conditions d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet ou à ses compétences

### DECIDE

- De réviser et d'approuver les statuts du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités tels que présentés en annexe 1 de la présente délibération, avec l'ajout de la mention suivante à la fin de l'article 3.1 : « Le Syndicat Mixte peut être centrale d'achat dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet ou à ses compétences ».
- De transmettre les statuts ainsi révisés aux adhérents du Syndicat Mixte en vue de leur approbation par leurs assemblées délibérantes, qui disposeront d'un délai de trois mois, à compter de la saisine du Président de Hauts-de-France Mobilités, pour se prononcer. Au-delà de ce délai, leur décision sera réputée favorable.
- D'ouvrir exclusivement cette centrale d'achat sur le périmètre géographique du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités.
- Que l'adhésion se fera sur la base du volontariat et que la constitution du Syndicat en centrale d'achat sera ultérieurement organisée par une convention constitutive soumise à délibération, laquelle viendra préciser les conditions générales d'adhésion et de fonctionnement de cette centrale d'achat.

### AUTORISE

Monsieur le Président du Syndicat Hauts-de-France Mobilités à prendre et signer les engagements juridiques, financiers et comptables nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Franck DHERSIN

102

**Annexe 1 à la Délibération N° 2023 – 34**  
**Statuts du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités révisés**

Envoyé en préfecture le 19/07/2023  
Reçu en préfecture le 20/07/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20230712-30\_12072023-DE

**SYNDICAT MIXTE HAUTS DE FRANCE MOBILITES**

**PREAMBULE**

Créée en 2009 à l'échelle de l'ex Région Nord-Pas de Calais, le Syndicat Mixte Intermodal Régional de Transports est devenu Hauts-de-France Mobilités par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2018.  
La Loi d'Orientation des Mobilités promulguée le 24 décembre 2019 a permis aux Communautés de Communes volontaires de prendre la compétence mobilité. Ces nouvelles Autorités Organisatrices peuvent à l'instar des Départements devenir membre d'un Syndicat Mixte de type SRU comme Hauts de France Mobilités.  
12 d'entre elles et le Département du Nord sont devenus membres du Syndicat Mixte en 2022 et 3 nouvelles AOM ont délibéré pour rejoindre Hauts-de-France Mobilités.

**VISAS**

Vu le Code des transports et notamment ses articles L1231-10 à L 1231-13,  
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,  
Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et notamment son Article 26  
Vu la directive européenne n° 2014/24/UE du 26 février 2014 et notamment son article 37  
Vu la directive européenne n°2014/25/UE du 26 février 2014, et notamment son article 55  
Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants  
Vu l'arrêté préfectoral de création du SMIRT en date du 17 Décembre 2009,  
Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts du SMIRT en date du 3 décembre 2010,  
Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts du SMIRT en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018,  
Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts de Hauts-de-France Mobilités en date du 24 novembre 2022,  
Vu l'arrêté préfectoral de révision des statuts de Hauts-de-France Mobilités en date du 14 Juin 2023,  
Vu la délibération n° 2015-03 du Comité Syndical du SMIRT du 26 janvier 2015 portant révision des statuts du SMIRT,  
Vu la délibération n°2018 - 07 du 26 Mars 2018 portant révision des statuts du SMIRT.  
Vu la délibération n°2018-20 du 02 Juillet 2018 portant révision des statuts du SMIRT,  
Vu la délibération n°2018-37 du 20 Décembre 2018 portant révision des statuts du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités,  
Vu les statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités par la délibération N°2022-11 adoptée lors de la séance du 28 mars 2022,  
Vu les statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités par la délibération N°2023-02 adoptée lors de la séance du 30 janvier 2023,  
Vu la présente délibération, soumise à l'approbation du Comité syndical,  
Le texte des statuts révisés du Syndicat Mixte Hauts-de-France est le suivant :



## **ARTICLE 1. OBJET**

Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités s'étend désormais aux Communautés de Communes frontalières devenues autorités organisatrices de la mobilité au 1<sup>er</sup> juillet 2021 et au Département du Nord.

ses adhérents sont :

La Région Hauts-de-France,  
La Métropole Européenne de Lille (MEL),  
Le Syndicat Mixte Artois Mobilités,  
Le Syndicat Intercommunal de Mobilité Organisatrice Urbaine du Valenciennois (SIMOUV),  
La Communauté Urbaine de Dunkerque Grand Littoral,  
Le Syndicat Mixte de Transports du Douaisis (SMTD),  
La Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois,  
La Communauté Urbaine d'Arras,  
Le Syndicat Intercommunal des Transports Urbains de l'Agglomération du Calaisis (SITAC),  
La Communauté d'Agglomération du Boulonnais,  
Le Syndicat Mixte des Transports Urbains de la Sambre (SMTUS),  
La Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer,  
La Communauté d'Agglomération de Cambrai,  
Le Syndicat Intercommunal des Transports Urbains du Soissonnais (SITUS),  
Le Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry,  
La Communauté d'Agglomération de Chauny-Tergnier-La Fère,  
La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.  
Le Département du Nord  
La Communauté de Communes du Pays d'Opale  
La Communauté de Communes des 7 vallées  
La Communauté de Communes de la Terre des 2 caps  
La communauté de Communes du Pays de Lumbres  
La communauté de Communes de Desvres-Samer  
La Communauté de communes du Sud-Artois  
La Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois  
La communauté de Communes du Ternois  
La Communauté de Communes du Hauts-Pays du Montreuillois  
La Communauté de Communes Osartis-Marquion  
La Communauté de Communes des Hauts-de-Flandre  
La Communauté de Communes Flandre-Lys  
La Communauté de Communes Sud-Avesnois  
La Communauté de Communes Pévèle Carembault  
La Communauté de Communes du Pays du Coquelicot

Le Syndicat Mixte a pour objet la coopération de ses adhérents, afin de coordonner les services qu'ils organisent, de mettre en place un système multimodal d'information à l'intention des usagers, et de rechercher la création d'une tarification coordonnée et de titres de transports uniques ou unifiés.

Le Syndicat Mixte exerce ses attributions selon les principes de coordination et de subsidiarité, dans le respect des compétences de ses adhérents.

## **ARTICLE 2. DENOMINATION**

Le Syndicat Mixte est dénommé « Hauts-de-France Mobilités ».

## **ARTICLE 3. COMPETENCES**

### **3.1. Champ de compétences**



Le Syndicat Mixte, conformément à son objet, exerce les compétences intercommunales dans les périmètres de transports de ses adhérents :

La coordination des services organisés par les adhérents du Syndicat Hauts-de-France Mobilités.

La mise en place d'un système multimodal d'information à l'intention des usagers.

La recherche de la création d'une tarification coordonnée et de titres de transports uniques ou unifiés.

Le Syndicat Mixte peut également agir pour le développement des coopérations avec la Belgique et avec les régions françaises limitrophes et concourir au développement des usages partagés des véhicules terrestres à moteur et des mobilités actives.

D'une manière générale, le Syndicat Mixte peut réaliser toute concertation, étude ou action de communication concourant au développement de l'intermodalité, à l'observation et à l'amélioration des services publics de transports.

Le Syndicat Mixte peut mettre en place les Centres de Ressources correspondants.

**Le Syndicat Mixte peut être centrale d'achat dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet ou à ses compétences**

### **3.2. Modification**

La modification du champ des compétences du Syndicat Mixte n'est possible que par une révision des statuts prévue à l'article 15.

### **3.3. Moyens**

Le Syndicat Mixte exerce ses compétences au moyen de la concertation de ses adhérents, d'études, de mise en commun des données, d'établissement de cahiers des charges pour la réalisation des investissements par ses adhérents dans les domaines concernés. Il peut également se doter des moyens humains, matériels, immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses compétences.

## **ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à Lille (Siège de Région Hauts-de-France – 151 Avenue du Président HOOVER 59555 LILLE CEDEX).

Il peut être changé par décision du Comité Syndical.

## **ARTICLE 5. REGIME COMPTABLE**

Le Syndicat Mixte est un établissement public administratif soumis au régime de la comptabilité publique des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs.

## **ARTICLE 6. FINANCEMENT**

### **6.1. Principes**

Les adhérents du Syndicat Mixte versent au Syndicat Mixte une contribution financière dans les conditions définies à l'article 6.2.

En outre, le Syndicat Mixte prélève un Versement Transport Additionnel dans l'article 6.4.

## 6.2. Contributions

Les adhérents du Syndicat Mixte versent annuellement une cotisation calculée sur la démographie Insee de leur ressort territorial, sur une base de 15 centimes par habitant.

Les Départements versent une cotisation annuelle de 20 000 euros.

La Région Hauts-de-France verse, annuellement, au Syndicat Mixte, une contribution forfaitaire de 500 000 euros.

## 6.3. Modification

La modification des contributions financières ne sera possible que par une révision des présents statuts prévue à l'article 15.

## 6.4. Versement Mobilité Additionnel

Le Syndicat Mixte prélève un Versement Transport Additionnel en vertu de l'article L-5722-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes des aires urbaines de plus de 50 000 habitants de ses membres urbains et dans les communes multipolarisées des grandes aires urbaines, au sens de l'Institut nationale de la statistique et des études économiques. Son taux est fixé par le Comité Syndical à la majorité absolue des membres qui le composent.

## 6.5. Autres ressources

En outre, le Syndicat Mixte pourra recevoir toutes autres ressources financières autorisées par les lois et règlements, en particulier :

- dans le cadre de conventions particulières et dans la limite des compétences du Syndicat, participations financières d'organismes non adhérents (notamment AOT non adhérentes, collectivités territoriales non adhérentes, exploitants de transports publics) correspondant à des actions d'intérêt commun menées par le Syndicat Mixte, maître d'ouvrage,
- subventions,
- emprunts,
- contributions exceptionnelles des adhérents du Syndicat Mixte ou de certains d'entre eux,
- dons et legs,
- fruits de son patrimoine,
- redevances pour services rendus.

## ARTICLE 7. COMITE SYNDICAL

### 7.1. Composition

Le Comité Syndical est constitué de délégués des adhérents désignés par leurs assemblées délibérantes respectives. Chaque adhérent désigne autant de délégués suppléants que de délégués titulaires.

Le mandat de chaque délégué titulaire ou suppléant se termine au plus tard avec la fin de sa délégation de la part de l'assemblée délibérante qui l'a désigné.

### 7.2. Sièges

Le Comité Syndical compte 57 sièges ainsi répartis :

- La Région Hauts-de-France	2 sièges
- La Métropole Européenne de Lille	2 sièges
- Le Syndicat Mixte Artois Mobilités	2 sièges
- Le Syndicat Intercommunal de Mobilité Organisatrice Urbaine du Valenciennois(SIMOUV)	1 siège
- La Communauté Urbaine de Dunkerque Grand Littoral	1 siège
- Le Syndicat Mixte des Transports du Douaisis	1 siège
- La Communauté Urbaine d'Arras	1 siège
- L'Agglomération du Saint-Quentinois	1 siège
- Le Syndicat Intercommunal des Transports Urbains de l'Agglomération du Calaisis	1 siège
- La Communauté d'Agglomération du Boulonnais	1 siège
- Le Syndicat Mixte des Transports Urbains de la Sambre	1 siège
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer	1 siège
- La Communauté d'Agglomération de Cambrai	1 siège
- Le Syndicat Intercommunal des Transports Urbains du Soissonnais	1 siège
- La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry	1 siège
- La Communauté d'Agglomération de Chauny-Tergnier-La Fère	1 siège
- La Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois	1 siège
- Le Département du Nord	1 siège
- La Communauté de Communes du Pays d'Opale	1 siège
- La Communauté de Communes des 7 Vallées	1 siège
- La Communauté de Communes de la Terre des 2 caps	1 siège
- La Communauté de Communes du Pays de Lumbres	1 siège
- La Communauté de Communes Desvres-Samer	1 siège
- La communauté de Communes du Sud-Artois	1 siège
- La Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois	1 siège
- La Communauté de Communes du Ternois	1 siège
- La Communauté de Communes du Haut Pays du Montreuillois	1 siège
- La Communauté de Communes Osartis-Marquion	1 siège
- La Communauté de Communes des Hauts de Flandres	1 siège
- La Communauté de Communes Flandre-Lys	1 siège
- La Communauté de Communes Sud-Avesnois	1 siège
- La Communauté de Communes Pévèle Carembault	1 siège
- La Communauté de Communes du Pays du Coquelicot	1 siège

### 7.3. Représentation en l'absence de désignation

En l'absence de désignation de représentant d'une AOT adhérente au Syndicat Mixte, les dispositions de l'article L 5211-8 du Code Général des Collectivités Locales s'appliquent.

Ainsi, à défaut pour un adhérent du Syndicat Mixte d'avoir désigné son ou ses délégués, celui-ci est représenté au Comité Syndical par son Président, s'il ne compte qu'un délégué, par le Président et le premier Vice-Président dans le cas contraire. L'organe délibérant du Syndicat Mixte est alors réputé complet.

### 7.4 Modification

La modification du nombre total de sièges ou de leur répartition entre les adhérents n'est possible que par une révision des présents statuts prévue à l'article 15.

### 7.5 Fonctionnement

Le Comité Syndical se réunit au moins une fois par semestre sur convocation par courrier écrit ou électronique du Président, qui en fixe l'ordre du jour.

Les séances du Comité Syndical sont publiques sauf décision motivée de huis clos prise à la majorité des trois quarts de ses membres.

Les élections ont lieu au scrutin secret. Les autres votes ont lieu à main levée.

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des membres qui le composent, sauf disposition spécifique fixée par les présents statuts. Un membre présent ne peut disposer que d'un seul mandat de la part d'un membre empêché.

Les séances sont présidées par le Président du Syndicat Mixte ou, s'il est empêché, par un Vice-Président, dans l'ordre des nominations, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix.

### 3. Attributions

Le Comité Syndical élit le Président du Syndicat Mixte et les Vice-Présidents.

Il règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence du Syndicat Mixte.

Le Comité Syndical vote le budget annuel du Syndicat Mixte et les éventuelles décisions modificatives et adopte le compte administratif.

Il adopte le tableau des effectifs du personnel du Syndicat Mixte.

### 7. Délégations

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions au Président ou au Bureau dans les conditions prévues par l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 8. Convocation et quorum

Le Président du Syndicat Mixte doit convoquer les membres du Comité Syndical et leurs suppléants par courrier électronique, par courrier recommandé, ou tout autre moyen vérifiable au moins huit jours calendaires avant la date de la réunion. La convocation est accompagnée de l'ordre du jour.

Le quorum est considéré atteint si la majorité des membres du Comité, titulaires ou suppléants, sont physiquement présents ou représentés par un mandat. A défaut de quorum, le Président convoque une nouvelle réunion, dans un délai minimum de cinq jours calendaires. Aucun quorum n'est exigé lors de cette seconde séance.

## ARTICLE 8. REGLEMENT INTERIEUR

Le Comité Syndical adopte à la majorité absolue de ses membres le Règlement Intérieur du Syndicat Mixte qui fixe notamment les modalités d'application des présents statuts et les règles de fonctionnement du Comité Syndical et du Bureau.

## ARTICLE 9. PRESIDENT

### 9.1. Election et mandat

Le Président du Syndicat Mixte est élu par le Comité Syndical et parmi ses membres titulaires, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, pour un mandat de trois ans.

Le doyen d'âge qui préside la séance fait appel aux candidatures et enregistre les noms des candidats.

Est élu Président du Syndicat Mixte le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour.

Est élu au second tour éventuel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

## **9.2. Attributions**

Le Président du Syndicat Mixte préside le Comité Syndical. Il est responsable de la police de l'assemblée.

Il préside le Bureau.

Le Président du Syndicat Mixte est l'organe exécutif du Syndicat Mixte.

Il prépare et exécute le budget. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

Il représente le Syndicat Mixte. Il signe les actes juridiques. Il représente le Syndicat Mixte en Justice.

Il est chargé de l'administration. Il gère le domaine du Syndicat Mixte.

Il est le responsable du personnel du Syndicat Mixte et le Chef des Services.

Il exerce les attributions qui lui sont déléguées par le Comité Syndical ou le Bureau dans le respect des lois et règlements en vigueur.

## **9.3. Délégations de signature**

Il peut, sous son contrôle et sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs Vice-Présidents.

Il peut également, sous son contrôle et sa responsabilité, déléguer sa signature à des membres du personnel du Syndicat Mixte.

## **ARTICLE 10. VICE-PRESIDENTS**

### **10.1. Nombre**

Le nombre de Vice-Présidents est fixé par délibération du Comité Syndical.

### **10.2. Election et mandat**

Les Vice-Présidents du Syndicat Mixte sont élus par le Comité Syndical parmi ses membres titulaires au scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour un mandat de trois ans.

Le Président du Syndicat Mixte qui préside la séance fait appel aux candidatures et enregistre les noms des candidats.

Est élu Vice-Président le candidat qui a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. Est élu au second tour éventuel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

### **10.3. Intérim du Président**

En cas de démission ou de décès du Président du Syndicat Mixte, un Vice-Président, dans l'ordre des nominations, exerce la plénitude des fonctions de Président du Syndicat Mixte jusqu'à l'élection du nouveau Président qui doit être organisée dans un délai maximum de deux mois.

### **10.4. Dispositions particulières**

Le mandat des Vice-Présidents se termine au moment de l'élection d'un nouveau Président.

En cas de démission ou de décès d'un Vice-Président, il est procédé à l'élection  
en un délai maximum de deux mois.

## **ARTICLE 11. BUREAU**

### **11.1. Composition**

Le Bureau est composé du Président du Syndicat Mixte et des Vice-Présidents.

### **11.2. Fonctionnement**

Le Bureau est présidé par le Président du Syndicat Mixte ou, s'il est empêché, par un Vice-Président dans l'ordre des nominations.

Il se réunit sur convocation du Président qui en fixe l'ordre du jour.

Les convocations sont adressées aux membres par tout moyen vérifiable au moins huit jours calendaires avant la date de réunion.

Le quorum est considéré atteint si la majorité des membres du Bureau, sont physiquement présents ou représentés par un mandat.

En l'absence de quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai d'au moins cinq jours calendaires. Aucun quorum n'est exigé lors de cette seconde séance.

Les décisions sont prises à main levée à la majorité absolue des membres qui le composent. Chaque membre présent ne peut disposer que d'un seul mandat de la part d'un membre empêché. En cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les séances du Bureau ne sont pas publiques.

### **11.3. Attributions**

Le Bureau exerce les attributions qui lui sont déléguées par le Comité Syndical dans la limite des lois et règlements en vigueur. Il assiste le Président du Syndicat Mixte dans l'exercice de ses fonctions.

## **ARTICLE 12. COMMISSIONS THEMATIQUES**

### **12.1 Rôle des Commissions**

Le comité syndical ou le bureau peut décider de commissions chargées d'étudier les questions soumises au comité syndical

Les commissions ont un rôle d'étude préalable, des dossiers thématiques et techniques des opérations soumises à l'appréciation du comité syndical et à des attributions. Ces Commissions ont un rôle consultatif. Leur fonctionnement est précisé au sein du règlement intérieur.

### **12.2 Composition des Commissions**

La composition et le fonctionnement des Commissions sont décidés par le comité syndical ou le bureau sur proposition du président.



## **ARTICLE 13. DUREE - DISSOLUTION**

### **13.1. Durée**

Le Syndicat Mixte est constitué pour une durée illimitée.

### **13.2. Dissolution**

Il peut être dissous volontairement par délibérations concordantes des assemblées délibérantes d'au moins deux tiers des adhérents, parmi lesquels doit figurer la Région.

Les modalités pratiques de la dissolution (personnel, contrats en cours, engagements financiers, patrimoine, etc...) sont alors définies d'un commun accord, par délibérations concordantes des Autorités Organisatrices de Transports, adhérentes au Syndicat Mixte, après consultation d'experts le cas échéant. A défaut, les procédures administratives ou contentieuses en vigueur sont appliquées.

A défaut d'accord, pour la dissolution, des deux tiers des adhérents, le Syndicat Mixte peut être dissous dans les cas prévus par les lois et règlements en vigueur, selon les procédures définies à cet effet (articles L.5211-25-1 et L.5211-26, L.5721-7 à L.5721-8 du Code Général des Collectivités Territoriales).

## **ARTICLE 14. ADHESION – RETRAIT**

### **14.1. Adhésion**

Au vu d'une décision de l'assemblée délibérante du candidat, le Président du Syndicat Mixte engage une procédure permettant l'adhésion d'un nouvel adhérent selon les règles édictées à l'article 15 pour la révision des statuts.

### **14.2. Retrait**

La procédure de retrait d'un adhérent est engagée par une délibération de principe de son assemblée délibérante.

Le Président de l'adhérent concerné en informe le Président du Syndicat Mixte. Une négociation s'engage en vue de la conclusion d'une convention de retrait.

Le retrait ne devient effectif qu'après signature de la convention de retrait entre le Syndicat Mixte et l'adhérent qui se retire. La convention doit être préalablement approuvée par l'assemblée délibérante de l'adhérent concerné et par le Comité Syndical du Syndicat Mixte où les voix des délégués de l'adhérent qui se retire ne sont pas comptées.

Le retrait du Syndicat Mixte s'effectue dans les conditions prévues par les articles L-5211-25-1 et L-5721-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La convention de retrait définit les modalités juridiques, financières et techniques du retrait, ainsi que les modalités relatives aux ressources humaines, le cas échéant après consultation d'experts. Lorsque des biens meubles ou immeubles ont été acquis ou réalisés ou lorsqu'une dette a été contractée, la répartition de ces biens ou du produit de leur réalisation ainsi que celle du solde de l'encours de la dette, est fixée par la convention de retrait.

A défaut d'accord entre les parties, les procédures administratives ou contentieuses en vigueur sont appliquées (articles L.5721-6.2 et L.5211-25.1).

Le retrait définitif d'un adhérent entraîne la révision des présents statuts.

## **ARTICLE 15. REVISION DES STATUTS**

La procédure de révision des présents statuts est lancée à l'initiative du Président du Syndicat Mixte.

Le projet de révision doit d'abord être approuvé par le Comité Syndical à la majorité absolue des membres qui le composent.

Il est ensuite soumis aux assemblées délibérantes des adhérents.

Le projet est adopté lorsqu'il a été approuvé par les délibérations concordantes des assemblées délibérantes de deux tiers au moins des adhérents du Syndicat Mixte, dont la Région et la Métropole Européenne de Lille.

À défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la saisine par le Président du Syndicat Mixte, la décision des assemblées délibérantes des adhérents concernés est réputée favorable.

## **ARTICLE 16. LITIGES**

### **6.1. Conciliation**

En cas de litige entre le Syndicat Mixte et un ou plusieurs adhérents, une Commission Interne de Conciliation est constituée avec un représentant de chaque adhérent, sous la présidence du Président du Syndicat Mixte ou de son représentant.

### **6.2. Avis d'experts**

En cas de désaccord persistant, l'avis d'un ou plusieurs experts extérieurs peut être requis aux frais du Syndicat Mixte.

### **6.3. Tribunal administratif**

À défaut d'accord amiable, le litige peut être porté par l'une des parties devant le Tribunal Administratif de Lille, sans préjudice du lancement de l'une des procédures de retrait ou de révision des statuts prévues aux articles 14.2 et 15 des présents statuts.